



Assemblée générale

Distr. générale
22 décembre 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Point 148 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Exécution du mandat.	6
A. Considérations générales	6
B. Exécution du budget	7
C. Activités d'appui de la Mission	8
D. Coopération avec d'autres missions de la région	8
E. Partenariats, coordination des équipes de pays et missions intégrées.	9
F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	9
III. Exécution du budget	32
A. Ressources financières	32
B. Renseignements récapitulatifs sur les réaffectations de ressources	33
C. Répartition mensuelle des dépenses	33
D. Autres recettes et ajustements	34
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	34



IV.	Analyse des écarts	36
V.	Situation de trésorerie de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad au 30 juin 2011	41
VI.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	44
VII.	Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale dans ses décisions 65/254 A et 65/254 B, et du Comité des commissaires aux comptes	45

Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 (exercice 2010/11) et l'objectif de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (sécurité et protection des civils, droits de l'homme et état de droit, et appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire va du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	50 625,3	54 021,4	(3 396,1)	(6,7)
Personnel civil	44 748,2	59 599,4	(14 851,2)	(33,2)
Dépenses opérationnelles	143 723,1	122 631,5	21 091,6	14,7
Montant brut	239 096,6	236 252,3	2 844,3	1,2
Recettes provenant des contributions du personnel ^a	4 467,0	5 798,8	(1 331,8)	(29,8)
Montant net	234 629,6	230 453,5	4 176,1	1,8
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	239 096,6	236 252,3	2 844,3	1,2

^a Comprend la somme de 2 737 000 dollars, déjà déduite du montant réparti entre les États Membres en application de la résolution 64/286 de l'Assemblée générale. Les recettes additionnelles provenant des contributions du personnel pour l'exercice 2010/11 s'élèvent donc à 3 061 800 dollars.

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes prévus (moyenne)	Postes effectivement pourvus (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Observateurs militaires	25	22	19	13,6
Contingents	2 200	1 742	1 356	22,2
Police des Nations Unies	300	116	104	10,3
Personnel recruté sur le plan international	595	261	247	5,4
Personnel recruté sur le plan national	769	388	409	(5,4)
Volontaires des Nations Unies	201	83	98	(18,1)
Postes de temporaire ^c				
Personnel recruté sur le plan international	1	1	3	(200,0)

<i>Catégorie</i>	<i>Postes approuvés^a</i>	<i>Postes prévus (moyenne)</i>	<i>Postes effectivement pourvus (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)^b</i>
Personnel recruté sur le plan national	1	1	–	100,0
Personnel fourni par des gouvernements	25	18	14	22,2

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes prévus, mois par mois.

^c Financés au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre VI du présent rapport.

I. Introduction

1. Dans sa résolution 64/286, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant total maximal de 215 millions de dollars pour assurer le fonctionnement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010. Cette autorisation faisait suite à une note en date du 14 mai 2010 (A/64/783) que le Secrétaire général avait adressée à l'Assemblée générale et dans laquelle il demandait une autorisation d'engagement de dépenses avec mise en recouvrement auprès des États Membres d'un montant de 246 598 800 dollars pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010, étant donné les débats en cours sur l'avenir de la Mission, les consultations menées avec le Gouvernement tchadien et la nécessité d'examiner attentivement les recommandations formulées sur la révision du mandat de la Mission. Dans sa résolution 64/286, l'Assemblée a également approuvé la répartition entre les États Membres, au titre de la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010, d'un montant de 184 949 000 dollars, compte tenu des recommandations énoncées au paragraphe 24 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/64/660/Add.15).

2. Dans sa résolution 1923 (2010), le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la MINURCAT jusqu'au 31 décembre 2010 et a prié le Secrétaire général d'achever avant le 31 décembre 2010 le retrait total de tout le personnel en tenue et de tout le personnel civil de la Mission, à l'exception des personnes indispensables à sa liquidation.

3. Le budget de la MINURCAT pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010 et sa liquidation administrative du 1^{er} janvier au 30 avril 2011 a été présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 4 octobre 2010 (A/65/487) et s'élève à 239 096 600 dollars en chiffres bruts (montant net : 234 629 600 dollars), comprenant un montant brut de 205 748 500 dollars (montant net : 202 016 600 dollars) pour le fonctionnement de la Mission et un montant brut de 33 348 100 dollars (montant net : 32 613 000) pour sa liquidation. Il prévoyait un effectif mensuel moyen de 22 officiers de liaison, 1 742 militaires, 116 membres de la Police des Nations Unies, 262 agents recrutés sur le plan international et 389 agents recrutés sur le plan national, dont 2 membres du personnel temporaire (autre que pour les réunions), ainsi que 83 Volontaires des Nations Unies et 18 membres du personnel fourni par des gouvernements.

4. Dans son rapport du 28 octobre 2010 (A/65/549, par. 24 et 25), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 239 096 600 dollars aux fins du fonctionnement et de la liquidation de la Mission pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 et a estimé qu'il n'était pas nécessaire à ce stade de procéder à une mise en recouvrement en sus du montant de 184 949 000 dollars déjà réparti entre les États Membres pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010 en application de la résolution 64/286 et qu'il conviendrait d'indiquer le montant définitif des besoins de financement dans le rapport sur l'exécution du budget.

5. Dans sa résolution 65/254 A, l'Assemblée générale a ouvert pour la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad, au titre de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011, un crédit d'un montant brut de

239 096 600 dollars (montant net : 234 629 600 dollars), dont 205 748 500 dollars en chiffres bruts (montant net : 202 016 600 dollars) destinés à financer le fonctionnement de la Mission pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010 et 33 348 100 dollars en chiffres bruts (montant net : 32 613 000 dollars) aux fins de la liquidation administrative de la Mission au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 30 avril 2011, compte tenu du montant de 215 millions de dollars qu'elle avait précédemment autorisé dans sa résolution 64/286 aux fins du fonctionnement de la Mission pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010. Dans ladite résolution, compte tenu du montant de 184 949 000 dollars déjà réparti entre les États Membres en application de sa résolution 64/286, elle a également décidé qu'elle se prononcerait sur l'ouverture d'un crédit additionnel pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 lorsqu'elle examinerait le montant définitif des ressources nécessaires pour la Mission qui serait présenté dans le rapport sur l'exécution du budget de ce même exercice.

6. Dans sa résolution 65/254 B, l'Assemblée générale a décidé, après avoir examiné le rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la MINURCAT pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 (A/65/638) et conformément à la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires formulée dans son rapport en date du 21 avril 2011 (A/65/743/Add.11), de reporter à sa soixante-sixième session la décision relative au solde inutilisé de 149 947 800 dollars, aux recettes diverses et aux ajustements d'un montant de 13 466 100 dollars et à la somme de 1 527 100 dollars correspondant à l'écart positif constaté par rapport au montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel pour l'exercice 2009/10. Elle a également prié le Secrétaire général de lui communiquer, durant cette session, des informations actualisées sur la situation de trésorerie de la Mission. On trouvera donc à la section V du présent rapport des renseignements sur la situation de trésorerie de la Mission au 30 juin 2011.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

7. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) dans sa résolution 1778 (2007) et l'a prorogé par des résolutions ultérieures. Le mandat de la MINURCAT a pris fin le 31 décembre 2010 en application de la résolution 1923 (2010) du Conseil.

8. La Mission avait pour mandat d'aider le Conseil à atteindre un objectif général, qui était d'aider à créer les conditions favorables au retour volontaire, en toute sécurité et durable des réfugiés et des personnes déplacées.

9. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits selon les composantes suivantes : sécurité et protection des civils, droits de l'homme et état de droit, et appui.

10. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2010/11, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le

budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Exécution du budget

11. En application de la résolution 1923 (2010) du Conseil de sécurité, l'exercice 2010/11 a été principalement marqué par le retrait progressif de la Mission et la cessation de ses activités le 31 décembre 2010 et l'achèvement de sa liquidation administrative le 30 avril 2011. L'ensemble du personnel en tenue a été rapatrié, les membres du personnel recruté sur le plan international ont été réaffectés à d'autres missions ou sont rentrés dans leur pays ou leur organisation d'origine, et les avoirs de la Mission ont été liquidés conformément aux dispositions du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU.

12. Pendant la dernière période de son mandat, à savoir du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010, la MINURCAT a continué à aider le Gouvernement, en apportant une assistance continue au Détachement intégré de sécurité (DIS) ainsi qu'un soutien aux secteurs judiciaire et pénitentiaire dans l'est du Tchad, au dialogue intercommunautaire et au suivi, à la promotion et à la protection des droits de l'homme, en prêtant une attention particulière à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, à la problématique de l'égalité des sexes et à la lutte antimines. La Mission s'est parallèlement employée à consolider ses acquis dans ces domaines, afin d'assurer le transfert durable de ces responsabilités au Gouvernement et à d'autres partenaires.

13. La Mission a également assuré la consolidation des activités relatives à l'état de droit et aux questions pénitentiaires, aux droits de l'homme et à la problématique de l'égalité des sexes ainsi qu'à la lutte antimines, en liaison avec les autorités tchadiennes. Toutes les principales activités prévues dans le cadre des composantes organiques de la MINURCAT, à savoir l'appui au DIS, la promotion du dialogue intercommunautaire, le renforcement des capacités des autorités locales, le soutien au système judiciaire, y compris le renforcement des capacités des agents chargés des enquêtes du DIS et le renforcement des institutions judiciaires locales et de l'administration de la justice, l'aide au système pénitentiaire (remise en état des prisons) et l'action en faveur des droits de l'homme, une attention particulière étant accordée aux femmes et aux enfants, ont été progressivement transférées aux ministères tchadiens, aux organismes des Nations Unies et autres partenaires concernés. Certaines de ces activités ont été intégrées au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et au projet de Programme global de relèvement à l'est du Tchad (2010-2013) qui est actuellement mis au point par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en consultation avec les autorités tchadiennes et contribuera à assurer la pérennité de certaines activités essentielles.

14. Pendant la période à l'examen, divers facteurs ont entraîné des écarts entre les dépenses effectives et les crédits ouverts. En raison du retrait plus rapide que prévu du personnel militaire, les effectifs militaires ont été inférieurs en moyenne aux prévisions pendant la période allant de juillet à décembre 2010, bien que la catégorie de dépenses correspondante fasse apparaître un dépassement de budget,

qui s'explique principalement par le coût plus élevé que prévu du rapatriement du personnel et du matériel. En ce qui concerne le personnel civil, les dépenses supplémentaires sont dues au fait que le personnel recruté sur le plan national et les Volontaires des Nations Unies sont restés en poste plus longtemps que prévu du fait de l'ampleur des activités de liquidation, ainsi qu'aux dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international, qui ont également été plus élevées que prévu.

15. Parmi les autres facteurs qui ont eu une incidence sur l'utilisation des crédits approuvés figurent la diminution importante, par rapport au budget, des dépenses opérationnelles, qui s'explique par la révision des priorités de la Mission et l'utilisation des stocks et fournitures existants, au titre de la rubrique Installations et infrastructure; le retour plus rapide que prévu des véhicules relevant de la rubrique Transports terrestres, au fur et à mesure du rapatriement et de la réaffectation du personnel; le retrait plus rapide des avions et hélicoptères de la Mission; et les dépenses inférieures aux prévisions en ce qui concerne le fret et les coûts connexes au titre des Fournitures, services et matériel divers.

C. Activités d'appui de la Mission

16. La Mission a apporté un appui sur les plans logistique et administratif, ainsi qu'en matière de sécurité, qui a principalement consisté à coordonner la réduction finale des effectifs civils, le traitement des paiements finals à verser au personnel et des prestations dues à la cessation de service, le démantèlement des derniers camps, la fermeture des locaux de la Mission, la remise en état des installations, le traitement des factures présentées par les fournisseurs et la clôture des contrats, et l'apurement et la clôture des comptes bancaires.

17. Tous les membres du personnel civil recruté sur le plan international ont été rapatriés progressivement, conformément au calendrier de retrait et de liquidation. Au 31 décembre 2010, la plus grande partie du personnel des services organiques et du personnel d'appui avait été rapatriée ou réaffectée. Seul le personnel chargé des activités de liquidation, y compris les tâches juridiques et administratives et la liaison avec les autorités tchadiennes, est resté dans la zone de la Mission jusqu'en avril 2011.

18. Tous les locaux appartenant au Gouvernement hôte ont été restitués aux autorités, dans le cadre d'un retrait progressif, les camps d'Abéché et de N'Djamena ayant été rénovés et remis à l'état dans lequel ils étaient avant leur attribution à la Mission, compte tenu des normes environnementales.

19. Le plan de cession des actifs de la MINURCAT, approuvé le 23 novembre 2010, a été exécuté conformément aux dispositions du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU, et la plupart des biens ont été transférés dans d'autres missions.

D. Coopération avec d'autres missions de la région

20. La Mission a entretenu des relations de travail étroites avec le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA), la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en

République démocratique du Congo (MONUSCO), l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) en ce qui concerne la sécurité de part et d'autre des frontières, dans le cadre de réunions bilatérales, et des questions ayant trait aux services médicaux.

E. Partenariats, coordination des équipes de pays et missions intégrées

21. Dans la perspective de l'achèvement de son mandat le 31 décembre 2010, la MINURCAT a collaboré étroitement avec des organismes, fonds et programmes des Nations Unies au sein de l'équipe de pays au Tchad et en République centrafricaine, comprenant le PNUD, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), dans le cadre de réunions de l'équipe de coordination du dispositif de sécurité, de réunions de coordination ainsi que de groupes thématiques et de groupes sectoriels. La MINURCAT a également regroupé les activités de ses composantes de fond et les a transférées aux autorités tchadiennes, à la société civile, à l'équipe de pays des Nations Unies et à d'autres partenaires. L'administration du DIS a également été confiée au Gouvernement tchadien.

22. La Mission s'est également tenue en rapport avec l'armée nationale, les membres de la gendarmerie et de la police, les autorités judiciaires et les responsables de l'administration pénitentiaire du Tchad et du nord-est de la République centrafricaine, le Gouvernement soudanais, la MINUS, la MINUAD, la Mission de consolidation de la paix en Centrafrique de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Communauté des États sahélo-sahariens pour échanger des renseignements sur le banditisme, la criminalité et les risques nouveaux qui menaçaient l'action humanitaire dans la région durant la période couverte par le mandat.

F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : sécurité et protection des civils

23. Comme cela est indiqué dans les tableaux ci-après, la Mission a apporté un appui continu au Gouvernement tchadien en renforçant la capacité de ce dernier à assurer la sécurité et la protection des populations civiles dans l'est du Tchad, l'objectif étant de créer des conditions favorables au retour volontaire, en toute sécurité et durable des personnes déplacées. La Mission s'est également employée à consolider ses acquis afin que le Gouvernement tchadien et ses partenaires en assurent la reprise avant le 31 décembre 2010.

24. La Mission a continué à appuyer l'instauration de meilleures conditions de sécurité dans l'est du Tchad en apportant une assistance au Gouvernement tchadien pour rétablir et maintenir l'ordre dans les camps de réfugiés et les principales localités situées dans l'est du pays et renforcer les secteurs judiciaire et pénitentiaire. Elle a surveillé le respect des droits de l'homme et promu le dialogue et la réconciliation intercommunautaires, afin de créer des conditions propices à un retour durable des personnes déplacées.

25. Au cours de la période considérée, la Mission a continué de sélectionner, former, conseiller, superviser et encadrer les membres de l'unité de police tchadienne du DIS. Elle a contribué à l'appui logistique, financier et administratif du Détachement intégré de sécurité par l'intermédiaire d'un fonds d'affectation spéciale multidonateurs et a jeté les bases de sa viabilité future, en transférant ses fonctions d'appui au Gouvernement tchadien et à ses partenaires. La Mission a également prêté assistance au renforcement des principales institutions judiciaires et pénitentiaires dans l'est du Tchad par la mise à disposition de bureaux appropriés et la prestation de conseils et la fourniture d'une assistance technique.

26. La Mission s'est employée à promouvoir et à favoriser le dialogue intercommunautaire au moyen de la création des comités locaux pour le règlement des conflits et de la facilitation de leurs activités en vue d'encourager le règlement des litiges entre différentes communautés s'agissant de l'accès aux ressources, dont les ressources foncières et hydriques, et de régler les problèmes au moyen de compromis. La Mission a également contribué à la détection et à l'élimination des mines et restes explosifs de guerre, dans des conditions de sécurité, le long des itinéraires d'approvisionnement, dans des zones peuplées et à proximité, et dans d'anciennes zones de combat.

27. La MINURCAT a maintenu jusqu'au 15 octobre 2010 la présence de forces d'intervention rapide dans l'est du Tchad et le nord-est de la République centrafricaine, afin de procéder à des opérations d'extraction de caractère limité de membres du personnel des Nations Unies et d'organisations humanitaires en danger et, dans la mesure du possible, en consultation avec le Gouvernement tchadien, de faire face à des menaces imminentes de violence contre les civils se trouvant à proximité immédiate. Tous les membres du personnel en tenue et du personnel civil, à l'exception de ceux chargés de la liquidation administrative de la Mission, avaient été rapatriés au 31 décembre 2010.

Réalisation escomptée 1.1 : Contribuer à la création d'un environnement plus sûr dans l'est du Tchad et le nord-est de la République centrafricaine

Indicateurs de succès prévus

Liberté de passage totale des secours humanitaires le long des itinéraires d'approvisionnement ou vers les villages de l'est du Tchad (2008/09 : 50 % ; 2009/10 : 100 % ; 2010/11 : 100 %)

Indicateurs de succès effectifs

Les secours humanitaires ont été en mesure d'accéder à 70 % des routes/villages de l'est du Tchad. La zone de Tissi, ainsi que certaines zones situées le long de la frontière avec le Soudan, ont été inaccessibles en raison de l'insécurité ambiante.

Aucun changement dans le nombre de retours volontaires et durables, effectués dans des conditions de sécurité, de personnes déplacées (2009/10 : 17 000; 2010/11 : 17 000)

Objectif atteint. 43 000 personnes sont rentrées chez elles. Le nombre de retours supérieur à l'objectif s'explique par l'amélioration des conditions de sécurité, en particulier la stabilité obtenue dans la région à la suite de l'accord conclu le 15 juillet 2010 avec le Soudan.

Diminution de 8 % du nombre des infractions commises dans les camps de réfugiés, les centres de regroupement des personnes déplacées et les localités principales, et sur les routes d'approvisionnement reliant ces localités dans l'est du Tchad, par rapport à l'exercice 2009/10 (2008/09 : 203; 2009/10 : 186; 2010/11 : 171)

Objectif atteint. Une diminution de 79,6 % du nombre d'infractions (38) a été constatée pendant la période allant de juillet à novembre 2010, le DIS ayant effectué une meilleure prévention policière en s'appuyant sur la participation des services de renseignement et des collectivités.

Diminution de 60 % du nombre de victimes (morts et blessés), des mines et restes explosifs de guerre communiqué par le Centre national de déminage (2008/09 : 112; 2009/10 : 64; 2010/11 : 27)

Objectif atteint. 4 cas de décès ou blessures causés par des restes explosifs de guerre ont été signalés pendant la période allant de juillet à décembre 2010.

Ce nombre d'accidents inférieur à l'objectif fixé s'explique par les activités menées, notamment en matière de relevés, de déminage et de sensibilisation aux dangers des mines.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i>		<i>Observations</i>
	<i>oui/non</i>	<i>ou nombre</i>	
6 réunions du Groupe de travail conjoint de haut niveau associant le Gouvernement tchadien et l'ONU pour évaluer la situation sur le plan de la sécurité et la situation humanitaire sur le terrain		5	Réunions de haut niveau ont été tenues, ainsi que l'a décidé le Gouvernement.
Aider le Gouvernement tchadien à assurer la sécurité et la protection de tous les civils par le biais du Bureau de sécurisation et des mouvements (BSM) dans l'est du Tchad, en collaboration avec les autorités locales et les partenaires des Nations Unies	Oui		Le BSM a mené ses activités dans 95 % des localités de l'est du Tchad, sous le commandement et le contrôle de diverses autorités locales (gouverneurs, préfets et sous-préfets) ainsi que dans 2 localités situées dans le sud du Tchad. Des réunions hebdomadaires ont été organisées avec les dirigeants d'organismes, fonds et programmes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales du secteur humanitaire concernant la coordination et la mise en œuvre d'activités de sécurité opérationnelles. Des réunions de la cellule Sécurité ont été tenues à N'Djamena avec des représentants du Gouvernement afin de suivre et d'analyser la situation en matière de sécurité et de coordonner les opérations menées dans ce domaine.

Participation hebdomadaire aux réunions du BSM et fourniture de conseils aux autorités locales compétentes

6 réunions entre la Coordination nationale d'appui à la force internationale à l'est du Tchad (CONAFIT) et la MINURCAT à N'Djamena et dans l'est du Tchad, sur l'assistance humanitaire et d'autres questions relatives au mandat de la Mission

3 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité

Conseils aux autorités nationales et locales dans l'est du Tchad afin de promouvoir le règlement des conflits par des moyens pacifiques visant à assurer le retour des personnes déplacées

Facilitation du dialogue grâce à l'organisation de réunions publiques périodiques et ad hoc entre les autorités nationales, régionales et locales et les communautés afin de renforcer la confiance mutuelle et de promouvoir la réconciliation

Oui La Mission a participé aux réunions hebdomadaires du BSM dans les 7 sites où elle est implantée, et des membres de la Police des Nations Unies ont fourni au DIS des conseils sur des questions opérationnelles.

5 Forums humanitaires ont été organisés à N'Djamena, Abéché, Hadjer Hadid et Goz Beida (les 20 juillet, 12, 13 et 28 novembre et 15 décembre 2010).

Oui

Oui Des réunions hebdomadaires ont été organisées avec le préfet d'Assounga et les autorités locales afin de promouvoir le règlement des conflits qui empêchaient les personnes déplacées du canton de Kado de revenir dans la zone de Borota.

En collaboration avec le PNUD et le Gouvernorat du Sila, un programme de renforcement de capacités a été mis au point dans le but de former des membres des comités locaux au règlement et à la gestion par des moyens pacifiques des conflits opposant les personnes déplacées et les populations hôtes.

Oui En conjonction avec le HCR, la MINURCAT a aidé le préfet d'Assounga à organiser un dialogue intercommunautaire entre les personnes déplacées du canton de Kado et les autorités et chefs communautaires de la zone dans laquelle elles revenaient. Un dialogue a été organisé en octobre avec 50 participants.

Une campagne de sensibilisation portant sur une culture de paix et la coexistence pacifique dans le département de Kobe a été menée 20 jours durant en septembre 2010. Cette campagne avait pour objectif de former 350 jeunes femmes et hommes réfugiés ou autochtones aux fonctions d'agents de sensibilisation connaissant bien les diverses sources de conflit et les moyens de les prévenir. Des débats ont également été organisés sur les mariages forcés ou précoces, l'importance de l'éducation et la lutte contre le recrutement des enfants et la violence à l'égard des femmes.

Maintien, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, d'unités appartenant aux forces d'intervention rapide des Nations Unies à Abéché, Farchana et Goz Beida dans l'est du Tchad et à Birao dans le nord-est de la République centrafricaine, afin d'extraire le personnel de l'ONU et des organisations humanitaires en danger	Oui	Le maintien d'unités appartenant aux forces d'intervention rapide a été assuré jusqu'au 15 octobre 2010, conformément au calendrier de retrait des forces militaires des Nations Unies.
Levé de 500 kilomètres d'itinéraires d'approvisionnement non encore vérifiés afin de détecter la présence de mines ou de restes explosifs de guerre et de détruire ou de neutraliser toutes les mines et tous les restes explosifs de guerre	540,7	Kilomètres d'itinéraires d'approvisionnement ont été inspectés et les restes explosifs de guerre décelés détruits ou neutralisés.
Publication de 100 cartes, indiquant de façon détaillée les zones polluées par des mines et des munitions non explosées, à l'intention du Centre national de déminage tchadien, des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, afin qu'ils puissent mener sans danger leurs opérations dans l'est du Tchad	109	Cartes ont été mises à jour et distribuées.
Coordination de toutes les activités de lutte antimines dans la zone relevant de sa responsabilité	Oui	Toutes les activités de lutte antimines ont été coordonnées avec le Centre national et les centres régionaux de déminage tchadiens, le Comité international de la Croix-Rouge et d'autres partenaires.
Organisation de toutes les réunions d'information sur les règles de sécurité concernant les champs de mines ou ayant trait aux restes explosifs de guerre, à l'intention du personnel de la MINURCAT	Oui	

Réalisation escomptée 1.2 : Renforcement des capacités du DIS

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Augmentation du nombre total de membres du DIS prêts à être déployés (2007/08 : 850; 2008/09 : 850; 2009/10 : 850; 2010/11 : 1 000)	Objectif atteint. La formation de 200 membres supplémentaires du DIS a commencé le 25 octobre 2010, ce qui a porté l'effectif du DIS, au 26 décembre 2010, au niveau fixé par le Gouvernement (1 000 personnes).
Diminution du nombre de délits et d'infractions à la loi signalés au DIS par des réfugiés, des personnes déplacées et par les communautés d'accueil (2007/08 : 271; 2008/09 : 203; 2009/10 : 186; 2010/11 : 148)	Objectif atteint. 38 délits ou infractions ont été signalés entre le 1 ^{er} juillet et le 30 novembre 2010, date à laquelle la Police des Nations Unies a cessé de superviser le DIS. Ce nombre d'incidents plus faible que prévu s'explique par le renforcement des mesures de prévention dans la zone d'opérations et la plus grande efficacité de la police de proximité et de la sensibilisation du public menée par le DIS.

Augmentation du nombre d'enquêtes débouchant sur des arrestations (2008/09 : 166; 2009/10 : 605; 2010/11 : 605)	146 personnes ont été arrêtées au terme d'enquêtes. Le fait que le nombre d'enquêtes débouchant sur des arrestations ait été inférieur à l'objectif fixé s'explique par la forte présence du DIS, l'amélioration des relations communautaires, des initiatives opérationnelles ciblées menées par la police et le renforcement de la coordination avec d'autres composantes locales chargées de la sécurité, facteurs qui ont contribué à l'amélioration générale des conditions de sécurité et ont conduit à une réduction du nombre de délits et infractions.
Mise en place par le Gouvernement tchadien d'un plan en faveur de la consolidation, de la restructuration et de la viabilité du DIS	Objectif atteint. Le plan de viabilité du Gouvernement tchadien a été achevé le 3 septembre 2010 et révisé le 12 octobre 2010.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre		Observations
Conseils au Gouvernement tchadien, dans le cadre de réunions mensuelles, sur l'élaboration du plan de consolidation, de restructuration et de viabilité du DIS	10	Réunions du Groupe de travail technique commun du Gouvernement tchadien et des Nations Unies ont été tenues.	Le nombre de réunions plus élevé que prévu s'explique par le fait que les autorités tchadiennes ont demandé à la MINURCAT plus de conseils sur le transfert accéléré de responsabilités et la clarification des questions relatives à la viabilité.
Sélection, vérification des antécédents et formation initiale de 150 fonctionnaires de police et gendarmes tchadiens pour le DIS	200	Fonctionnaires de police et gendarmes ont été sélectionnés, après un contrôle de leurs antécédents, pour suivre la formation préalable au déploiement au sein du DIS.	
Conseils au DIS, dans le cadre de réunions bimensuelles, sur les questions d'administration, de direction et de commandement	Oui	Des réunions ont eu lieu toutes les semaines au lieu de toutes les 2 semaines, afin de faciliter le transfert des responsabilités administratives et d'appui du DIS et d'assurer la continuité des opérations de ce dernier.	
Formation de 19 formateurs supplémentaires du DIS	Oui	La formation des 19 formateurs supplémentaires du DIS s'est achevée le 24 août 2010.	
Formation aux activités d'encadrement et de supervision (contrôle de la police, appréciation du comportement professionnel, activités de police de proximité et techniques d'enquête) de 132 superviseurs qui seront amenés à reprendre progressivement ces fonctions de la Police des Nations Unies	86	Superviseurs et responsables hiérarchiques du DIS ont été formés aux activités d'encadrement et de supervision	Le fait que le nombre de superviseurs ayant suivi une formation est inférieur à l'objectif fixé s'explique par la cessation d'activité et le retrait de la Police des Nations Unies de Bahai et Guéréda, qui a empêché les superviseurs de ces sites de suivre une formation, ainsi que par la

	participation plus basse que prévue des autres superviseurs.
Formation de 50 membres du personnel du DIS (dont 20 femmes) comme chauffeurs et de 25 autres comme mécaniciens auto	50 Membres du personnel du DIS, dont 20 femmes, ont suivi une formation de chauffeur.
	29 Autres membres ont été formés à l'entretien de véhicules.
	Le fait que le nombre de membres du personnel du DIS formés soit plus élevé que prévu s'explique par les demandes du Gouvernement tchadien.
Formation sur le terrain de membres du DIS à l'utilisation des émetteurs HF, à la gestion des biens, aux techniques d'enquête, aux escortes de sécurité, au droit international humanitaire et au droit des réfugiés	Oui 57 officiers du DIS ont été formés à l'utilisation des émetteurs HF, 11 au droit international des réfugiés et 28 au droit international humanitaire. Tous les superviseurs de niveau intermédiaire, y compris les instructeurs, ont été formés aux techniques d'enquête et aux escortes de sécurité.
Fourniture de conseils quotidiens au DIS sur le contrôle de la circulation et les enquêtes sur les actes criminels	Oui Des membres de la Police des Nations Unies ont été présents aux côtés de membres du DIS dans tous les commissariats et postes de police et ont fourni des conseils quotidiens sur le contrôle de la circulation et les enquêtes sur les actes criminels.
Appui au déploiement du DIS à Haraze	Non Aucun nouveau déploiement n'a été effectué à Haraze après juillet 2010, la MINURCAT ayant mis l'accent sur le transfert de responsabilités au Gouvernement tchadien et la pérennité des sites où étaient déjà déployés des membres du DIS.
Participation aux réunions de coordination du BSM présidées par les autorités tchadiennes pour appuyer les mécanismes de coordination entre le DIS et d'autres forces de sécurité tchadiennes	Oui Des membres de la Police des Nations Unies ont participé aux réunions hebdomadaires du BSM.
Surveillance de l'état d'avancement des travaux de construction de murs en dur de 19 commissariats et postes de police, y compris le forage de puits	Oui Les travaux de construction ont commencé dans 19 localités et ont fait l'objet d'un suivi toutes les 2 semaines.
Formation de 19 membres du personnel du DIS au contrôle et à la gestion du matériel	19 Membres du DIS ont achevé leur formation le 24 août 2010.
Conseils au DIS, par des activités de surveillance, sur la gestion des services d'accueil pour les femmes et les enfants dans 6 localités importantes et 12 camps de réfugiés dans l'est du Tchad	Oui Des activités d'encadrement et de surveillance ont été menées tous les jours dans 7 localités importantes, notamment à Koukou Angarana, et 12 camps de réfugiés, et une formation a été dispensée à 26 femmes membres du DIS.
Conseils au DIS sur le fonctionnement des centres d'appel d'urgence dans les 19 commissariats et postes de police	Oui

Conseils au DIS pour des activités d'information et de sensibilisation concernant les centres d'appel d'urgence et la nécessité de préserver le caractère civil des camps de réfugiés et des sites regroupant les personnes déplacées.

Oui Des activités d'information et de sensibilisation ont été menées par le DIS, en coopération avec un opérateur local de téléphonie mobile, notamment sur l'accès de la population locale aux téléphones portables et centres d'appel.

Composante 2 : droits de l'homme et état de droit

28. Comme l'indiquent les tableaux qui suivent, la Mission s'est employée à surveiller les activités relatives au respect des droits de l'homme, aux enquêtes, à l'établissement des rapports et au renforcement des capacités au Tchad, ainsi qu'à fournir une aide à la consolidation des principales institutions judiciaires et pénitentiaires. L'identification des auteurs de violations des droits de l'homme et la lutte contre l'impunité, notamment pour ce qui est des violations et des actes de maltraitance relevant de la violence sexiste ou commis à l'encontre d'enfants, ont revêtu une importance particulière pour la Mission. Les violences sexuelles et sexistes restent les principaux obstacles à la réalisation des droits de l'homme dans l'est du Tchad, où elles représentent plus de la moitié des incidents avérés et où des cas de viol, de mariage précoce et forcé et de mutilations génitales féminines sont régulièrement signalés. Lors de la phase de réduction des effectifs de la Mission, l'accent a été mis sur la fourniture d'un soutien technique au Ministère chargé des droits de l'homme en vue de l'élaboration d'un plan d'action national pour les droits de l'homme et d'un appui aux activités de renforcement des capacités du Ministère et des organisations de la société civile. En outre, la MINURCAT a exécuté des programmes de sensibilisation aux droits de l'homme à l'intention de l'armée nationale tchadienne, des forces de gendarmerie et de la Garde nationale et nomade. Le Groupe consultatif pour l'administration pénitentiaire a œuvré, en collaboration étroite avec toutes les parties prenantes, au renforcement du système pénitentiaire en offrant conseils et assistance aux autorités nationales afin d'améliorer les conditions d'incarcération, de restructurer l'administration pénitentiaire, d'employer des pratiques optimales de gestion des établissements pénitentiaires par le recours dans certaines prisons à la colocalisation d'agents pénitentiaires détachés chargés de fournir des services de mentorat, tout en facilitant la valorisation du personnel dans le cadre de programmes de formation.

Réalisation escomptée 2.1 : Renforcement des secteurs judiciaire et pénitentiaire dans l'est du Tchad

Indicateurs de succès prévus

Augmentation du nombre total de justices de paix dotées de juges désignés prêts à tenir séance (2008/09 : 3; 2009/10 : 10; 2010/11 : 18)

Indicateurs de succès effectifs

Une justice de paix, dotée de juges désignés par décret présidentiel en octobre 2010, était prête à siéger.

Le nombre de justices de paix plus faible que prévu est imputable à l'examen tardif, par le Gouvernement et le Parlement du Tchad, du projet de loi portant organisation judiciaire.

Augmentation du nombre total de bureaux d'aide judiciaire qui ont été ouverts et sont pleinement opérationnels (2008/09 : 4; 2009/10 : 6; 2010/11 : 9)

Le Bureau d'aide judiciaire d'Abéché était opérationnel en 2010.

Le nombre de bureaux plus faible que prévu reflète l'état des financements mis à disposition par les donateurs à la fin 2010.

Augmentation du nombre total d'établissements pénitentiaires remis en état et sécurisés (2008/09 : 3; 2009/10 : 4; 2010/11 : 6)

La remise en état de la prison d'Iriba était achevée à 95 % au 31 décembre 2010.

Le nombre plus faible que prévu d'établissements pénitentiaires remis en état s'explique par le fait que les projets n'ont pas été mis en route en raison de la réduction des effectifs de la Mission.

Augmentation du nombre total de membres du personnel pénitentiaire formés déployés (2008/09 : 40; 2009/10 : 300; 2010/11 : 300)

Les autorités tchadiennes étaient toujours saisies du projet de loi portant création d'un service pénitentiaire professionnalisé, soumis à leur approbation.

Le projet de loi sur les prisons a été adopté et son application a commencé. S'agissant des droits de l'homme et de l'égalité des sexes, la loi vise à mettre en place une administration pénitentiaire plus professionnalisée, plus respectueuse et dotée d'assises solides, conformément aux normes internationales et à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus

Les autorités tchadiennes étaient toujours saisies du texte de loi portant création d'un service pénitentiaire professionnalisé, soumis à leur approbation.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>		<i>Observations</i>
Conseils au Gouvernement tchadien sur l'élaboration d'un plan de développement pour les prisons et le processus de réforme dans le cadre de réunions mensuelles	2		Réunions ont été organisées avec le Ministre de la justice et le Directeur des prisons. Le nombre de réunions inférieur aux prévisions s'explique par l'adoption retardée du texte législatif portant création d'un service pénitentiaire professionnalisé.
Conseils aux autorités tchadiennes sur l'élaboration et le suivi du plan stratégique national pour le renforcement et la réforme du système judiciaire dans l'est du Tchad	6		Réunions ont été organisées avec le Ministre de la justice.
Conseils au barreau et aux ONG sur la création et la mise en service de 3 bureaux d'aide judiciaire supplémentaires	Non		Il n'y a eu aucune prestation de conseils au Bureau d'aide judiciaire d'Abéché.
Évaluation du système judiciaire dans l'est du Tchad, par des visites hebdomadaires sur site, et réunions avec des représentants du Ministère de la justice, des magistrats, des chefs traditionnels, des membres du barreau et des organisations de la société civile, y compris des ONG de femmes, à N'Djamena et dans l'est du Tchad, afin de donner	6		Sites ont fait l'objet de visites mensuelles avec la participation du Procureur. Les visites ont été effectuées à un rythme mensuel plutôt qu'hebdomadaire pour des raisons de logistique et de sécurité, compte tenu de la réduction des effectifs de la Mission. Il avait été prévu que des magistrats de la cour

des conseils visant à renforcer l'administration de la justice dans l'est du pays

Conseils aux autorités judiciaires sur l'administration de la justice et le développement des audiences foraines dans l'est du Tchad

Un atelier organisé à l'intention des responsables locaux et des ONG sur le renforcement du système judiciaire officiel dans l'est du Tchad

Un atelier organisé à l'intention des responsables locaux et des ONG en vue de faciliter l'accès à la justice des groupes vulnérables, y compris les femmes, les enfants, les personnes déplacées et les réfugiés

Formation spécialisée sur le lieu de travail à l'intention des procureurs et des membres de la police judiciaire dans l'est du Tchad sur la chaîne pénale et la coopération pénale, la criminalité transfrontière et la coopération internationale en matière judiciaire, les mécanismes en matière de justice transitionnelle, la justice pour mineurs, la déontologie et la discipline, et la violence sexiste

Encadrement et conseils à l'intention de 300 membres du personnel pénitentiaire tchadien

Remise en état de la prison d'Iriba (région de Wadi Fira)

Mise en œuvre de 2 projets à effet rapide pour la construction de 2 bâtiments : le tribunal d'Adré et le tribunal d'Hadjer Hadid (région de Ouaddai)

Un programme de formation d'équipes d'intervention rapide en milieu carcéral (chacune composée de 8 membres) dans 2 établissements pénitentiaires

Visites d'inspection mensuelles effectuées en collaboration avec les autorités pénitentiaires nationales pour évaluer les conditions générales et

d'appel d'Abéché et du tribunal de première instance participent à toutes les visites.

Les réunions se sont tenues en présence de tous les magistrats dans tous les sites régionaux de la Mission.

Oui Des réunions ont été organisées avec le Procureur et le Président du tribunal de première instance. Conformément au droit tchadien, en liaison avec le barreau et le HCR, un appui logistique a été fourni aux magistrats (juges et procureurs) et aux responsables du Greffe des tribunaux de première instance d'Abéché et de Biltine pour l'organisation d'audiences foraines dans les instances établies de justice de paix (à Guéréda, Goz Beida et Adré).

Oui Un atelier a été organisé à l'intention des responsables locaux à Goz Beida en août 2010.

Oui Un atelier destiné à sensibiliser les réfugiés à l'importance de l'accès à la justice a été organisé à l'intention des responsables de réfugiés au camp d'Iridimi.

Non La formation n'a pu être mise en œuvre en raison de la réaffectation de fonctionnaires essentiels du Groupe consultatif des questions judiciaires à d'autres missions dans le cadre de la réduction des effectifs de la Mission.

Non Les autorités tchadiennes étaient toujours saisies du projet de loi portant création d'un service pénitentiaire professionnalisé, soumis à leur approbation.

Oui La remise en état de la prison d'Iriba était achevée à 95 % au 31 décembre 2010.

Oui

Non Les autorités tchadiennes étaient toujours saisies du projet de loi portant création d'un service pénitentiaire professionnalisé, soumis à leur approbation.

6 Visites d'inspection en collaboration avec les autorités pénitentiaires nationales, dont le Ministre de la justice, le Ministre aux droits

les besoins particuliers des détenues

humains et à la promotion des libertés, les procureurs et les juges, les maires, le préfet et le Sultan.

Programmes de formation à l'intention des détenus sur l'assainissement, l'égalité des sexes, le VIH/sida et les rôles et responsabilités, dans 3 établissements pénitentiaires

Oui Activités de sensibilisation du personnel et des détenus aux questions relatives à l'égalité des sexes et au VIH/sida menées dans les prisons d'Abéché, d'Iriba et de Farchana pendant la Semaine internationale des femmes et à l'occasion de la fête des mères.

Conseils et aide au Gouvernement tchadien quant à l'approbation et l'application du projet de loi sur les prisons

2 Réunions ont été organisées avec le Ministre de la justice, au cours desquelles a été soulignée la nécessité d'adopter le texte portant création d'un service pénitentiaire professionnalisé.

Réunions hebdomadaires, s'il y a lieu, avec la Direction de l'administration pénitentiaire, le PNUD ou l'Union européenne, sur les mesures visant à faire adopter et appliquer le projet de loi sur les prisons

Oui Des réunions ont eu lieu avec le Directeur des prisons, les représentants du PNUD (à 2 reprises) et de l'Union européenne (à 3 reprises). La Mission a participé à l'atelier organisé avec les partenaires nationaux pour étudier le projet de loi.

Réalisation escomptée 2.2 : Progrès dans la promotion et la protection des droits de l'homme au Tchad

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Augmentation, parmi les cas signalés de violation des droits de l'homme, du pourcentage d'affaires faisant l'objet d'enquêtes/de poursuites judiciaires par les autorités tchadiennes (2008/09 : moins de 5 %; 2009/10 : 65 %; 2010/11 : 75 %)

Les cas de violation des droits de l'homme et de mauvais traitement ont été rapidement signalés par les victimes, soit directement auprès des spécialistes des droits de l'homme, soit auprès des organisations et des groupes chargés des droits de l'homme dans l'est du Tchad. À la fin décembre 2010, le pourcentage d'affaires faisant l'objet d'enquêtes par les autorités nationales à Abéché et dans d'autres villes avait fortement augmenté. Environ 65 % des incidents signalés ont fait l'objet d'enquêtes et de poursuites à la faveur de la mise en état opérationnel des audiences foraines.

Augmentation du pourcentage de cas de violence sexuelle ou sexiste à l'encontre des femmes, des enfants et d'autres groupes vulnérables signalés dans les 6 régions de l'est du Tchad (2008/09 : moins de 10 %; 2009/10 : 80 %; 2010/11 : 80 %)

Objectif atteint. Une analyse comparative des données fournies par les partenaires (HCR), des statistiques du DIS et des incidents enregistrés par la MINURCAT révèle une augmentation d'environ 80 % du nombre de cas de violence sexuelle et sexiste signalés au DIS ou aux coordonnateurs dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées et/ou aux spécialistes des droits de l'homme. Ce résultat découle des activités menées par le Cercle des ONG dans l'est du Tchad, de la confiance croissante qu'inspire le système judiciaire à la suite de la reprise des audiences foraines et du bon fonctionnement de la maison des avocats, ainsi que de l'engagement pris par les autorités tchadiennes de lutter

Renforcement des capacités des institutions nationales et des organisations de la société civile, s'agissant de surveiller et de rendre compte des violations des droits de l'homme (formation et encadrement de 8 ONG et de 3 délégations du Ministère chargé des droits de l'homme)

contre la violence sexuelle, comme l'a annoncé le Président en mars 2010 lors du forum national des droits de l'homme.

Objectif atteint. Des stages de formation à l'intention de 9 ONG ont été organisés sous l'égide du Cercle des ONG (composé, entre autres, de la Ligue tchadienne des droits de l'homme, de l'Association pour la promotion des libertés fondamentales au Tchad, de Droits de l'homme sans frontières, de l'Association des femmes artisanes et de l'Association des femmes parajuristes) et de délégations du Ministère chargé des droits de l'homme, à Goz Beida et Abéché, tandis que les camps de réfugiés et de personnes déplacées et les établissements pénitentiaires ont fait l'objet de 8 visites conjointes de surveillance, organisées par le Ministère chargé des droits de l'homme, la MINURCAT et le Cercle des ONG.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre		Observations
Surveillance régulière et enquêtes sur des cas de violation des droits de l'homme, notamment par le biais de visites d'inspection mensuelles des prisons et lieux de détention pour vérifier l'état et le traitement des détenus, et suivi régulier des procès en ce qui concerne les justices de paix, les tribunaux de première instance et la cour d'appel d'Abéché	108		Missions de surveillance ont été effectuées, y compris des visites mensuelles dans plus de 8 prisons et lieux de détention dans tout l'est du Tchad. Les cas de violation des droits de l'homme dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées et dans les villages ont fait l'objet d'une surveillance et d'enquêtes. Un suivi des procès a été assuré aux tribunaux de Biltine et d'Am Timam.
Mise en œuvre de 2 projets à effet rapide sur la promotion et la protection des droits de l'homme, par la fourniture d'équipements et de matériel de bureau et de terrain aux ONG nationales et au Ministère chargé des droits de l'homme	2		Projets à effet rapide ont été achevés, l'un le 16 août et l'autre le 2 septembre 2010.
Campagne d'information sur la promotion et la protection des droits de l'homme, dont 30 minutes d'émissions radiophoniques par mois (en arabe et en français)	Oui	14	émissions ont été diffusées sur les ondes de la radio InterNews d'Abéché pour sensibiliser la population locale à la promotion et la protection des droits de l'homme, en mettant particulièrement l'accent sur les droits des enfants.
6 ateliers de formation, organisés à l'intention de représentants d'organismes nationaux de défense des droits de l'homme œuvrant dans l'est, sur les normes internationales, l'observation de la situation et les mécanismes de communication de l'information dans le domaine des droits de l'homme aux fins du transfert progressif des tâches de surveillance	5		Stages ont été organisés avec la participation des délégués du Ministère chargé des droits de l'homme à Farchana, Hadjer Hadid et Adré.

Conseils techniques au Ministère tchadien chargé des droits de l'homme pour l'exécution d'un plan d'action national en vue de la promotion et la défense des droits de l'homme dans l'est du Tchad

Conseils aux autorités tchadiennes, aux niveaux national ou régional, dans le cadre de réunions mensuelles sur les questions relatives aux droits de l'homme afin de lutter contre l'impunité

Conseils au Gouvernement tchadien dans le cadre de réunions bimensuelles sur l'obligation de présenter des rapports au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

10 ateliers à l'intention des représentants des autorités tchadiennes et des organisations de la société civile, sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme, y compris celles visant à mettre fin au recrutement et à l'emploi d'enfants par les forces armées nationales et les groupes rebelles, afin de les aider à mieux comprendre la question des droits de l'homme et à lutter pour leur promotion et leur défense

1 conférence à l'intention des femmes de N'Djamena, des régions et des camps de réfugiés et de déplacés, pour aider le Gouvernement tchadien à élaborer une stratégie nationale visant à promouvoir la participation des femmes au règlement des conflits

Assistance technique au Gouvernement tchadien pour l'organisation de 5 ateliers consacrés à la mise en place de mécanismes pour l'application des recommandations formulées par les organes conventionnels et des résultats de la procédure d'examen périodique universel

6 ateliers de formation sur le terrain à l'intention des membres du DIS sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme, notamment le respect des droits de l'homme lors des phases

7 Réunions ont été organisées à N'Djamena.

10 Réunions ont été organisées avec les autorités tchadiennes, en particulier les autorités militaires, administratives et judiciaires, ainsi qu'avec les délégués régionaux du Ministère chargé des droits de l'homme à Abéché, Goz Beida et Iriba.

Le nombre de réunions supérieur aux prévisions tient à l'assistance technique fournie au Ministère pour l'aider à élaborer le plan d'action national et favoriser le transfert des responsabilités aux autorités tchadiennes.

7 Réunions ont été organisées à N'Djamena.

Le nombre de réunions supérieur aux prévisions tient à l'assistance technique fournie au Ministère pour l'aider à élaborer le plan d'action national et favoriser le transfert des responsabilités aux autorités.

14 Ateliers ont été organisés à l'intention des représentants des organisations de la société civile et des autorités.

Le nombre d'ateliers supérieur aux prévisions s'explique par l'ouverture de bureaux des droits de l'homme à Iriba, Abéché, Farchana, Goz Beida et Guéréda.

Oui Une conférence a été organisée à N'Djamena en septembre 2010.

2 Ateliers ont été organisés en septembre 2010.

Le nombre d'ateliers plus faible que prévu est imputable aux difficultés organisationnelles, logistiques et financières rencontrées par les autorités tchadiennes.

13 Stages ont été organisés.

Le nombre de stages supérieur aux prévisions s'explique par le besoin de renforcer les capacités du DIS compte tenu de la cessation

d'arrestation et de placement en détention, la violence sexuelle et sexiste, la torture, les droits de l'enfant, et fourniture d'un appui technique pour l'élaboration d'un manuel d'instructions permanentes pour les arrestations et les détentions

Conseils au Gouvernement tchadien et à l'équipe de pays des Nations Unies par le biais de la participation aux réunions mensuelles du sous-groupe de la violence sexuelle et sexiste

d'activité de la Mission.

9 Réunions mensuelles ont été organisées à Abéché et Iriba. Des réunions spéciales de suivi ont été consacrées à l'examen de recommandations spécifiques.

Composante 3 : appui

29. Comme indiqué dans les cadres ci-après, les services requis dans les domaines de l'administration, de la logistique et de la sécurité ont été fournis, à titre d'appui aux activités de la Mission, pendant la période de fonctionnement allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010, à un effectif moyen de 1 493 militaires, membres de la police et personnel pénitentiaire.

30. Tous les services d'appui étaient concernés, à savoir la mise en œuvre de programmes relatifs à la déontologie et à la discipline et de programmes de sensibilisation au VIH/sida, l'administration du personnel, l'entretien de locaux à usage de bureaux et de bâtiments d'hébergement, l'informatique et les communications, les transports aériens et terrestres, les opérations d'approvisionnement et la fourniture de services de sécurité dans toute la zone de la Mission.

Réalisation escomptée 3.1 : Appui efficace et rationnel à la Mission dans les domaines de la logistique, de l'administration et de la sécurité

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Achèvement des travaux de construction en dur de 13 postes du DIS et de 6 commissariats de police (2010/11 : 100 %)	Au 31 décembre 2010, les travaux de construction de 11 postes et de 5 commissariats de police étaient en cours. Les projets ont été retardés par la nécessité d'obtenir l'approbation des autorités locales pour les sites de construction et par les effets préjudiciables de la saison des pluies. Cette dernière a empêché le démarrage du projet restant concernant le DIS (commissariat de Goz Beida), tandis que les contrats concernant 2 projets (commissariats d'Iridimi et de Touloum) n'ont été signés qu'en décembre.
Stricte application des normes minimales de sécurité opérationnelle (2007/08 : 5 %; 2008/09 : 30 %; 2009/10 : 75 %; 2010/11 : 100 %)	Le taux d'application était de 65 % au 31 décembre 2010, les améliorations structurelles prévues n'ayant pas été effectuées en raison du retrait des complexes dans la perspective de la cessation des activités de la Mission.
Lancement de projets relatifs au creusement et au forage de puits (2010/11 : 100 %)	Objectif atteint. Des contrats ont été accordés pour le forage de puits pour les postes du DIS et les commissariats de police, et 4 points de forage ont été approuvés pour Bithea (les projets n'ont pas été menés à bien car le sous-traitant recruté n'a pas pu commencer les travaux).

Achèvement du plan de retrait et du plan de cession des actifs (2010/11 : 100 %) Objectif atteint. Le plan de cession des actifs de la MINURCAT, approuvé le 23 novembre 2010, a été mis à exécution conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU, la majorité des actifs ayant été cédés à d'autres missions.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Militaires, personnel de police et personnel civil		
Rapatriement de quelque 2 225 membres du personnel militaire et de 300 membres de la Police des Nations Unies avec tous leurs équipements	Oui	Tous les membres du personnel militaire et de la Police avaient été rapatriés au 25 décembre 2010.
Administration d'un effectif moyen de 356 agents recrutés sur le plan international, de 546 agents recrutés sur le plan national et de 119 Volontaires des Nations Unies	355	Agents recrutés sur le plan international en moyenne
	579	Agents recrutés sur le plan national en moyenne Le nombre plus élevé que prévu s'explique par des départs plus lents que prévu d'agents recrutés sur le plan national.
	140	Volontaires des Nations Unies en moyenne Le nombre plus élevé que prévu s'explique par un rapatriement de Volontaires plus lent que prévu.
Rapatriement de 214 agents recrutés sur le plan international et de 95 Volontaires des Nations Unies, et cession de service de 363 agents recrutés sur le plan national	259	Agents recrutés sur le plan international ont été rapatriés.
	95	Volontaires des Nations Unies ont été rapatriés.
	384	Agents recrutés sur le plan national ont cessé leur service.
Mise en œuvre pour l'ensemble des militaires, personnel de police et personnel civil d'un programme de déontologie et de discipline comprenant des activités de formation, de prévention et de suivi et des recommandations sur les mesures correctives à prendre en cas de faute	Oui	
Installations et infrastructures		
Entretien et remise en état de 7 bâtiments à usage de bureaux, de 7 bâtiments destinés à l'hébergement du personnel civil et de membres de la Police des Nations Unies, de 9 camps, de 6 commissariats de police, de 13 postes de police, de 2 ateliers et entrepôts et de 1 aéroport, dans 45 sites au total	Oui	L'entretien et la remise en état des installations ont été assurés dans 43 sites, à la demande des utilisateurs. Le nombre moins élevé que prévu s'explique par la fermeture de 2 sites en juillet 2010 (Bahai et Guéréda).

Supervision des services d'assainissement et de maintenance dans 45 sites, notamment évacuation des eaux usées, nettoyage, entretien des périmètres, services phytosanitaires, enlèvement et élimination des ordures, élimination des matières dangereuses, élimination des déchets médicaux, entretien et réparation des bâtiments et installations, entretien et réparation des matériels, blanchisserie et protection contre les incendies	Oui	Des services d'assainissement ont été fournis dans 43 camps et installations de la MINURCAT ainsi que dans 6 commissariats et 13 postes de police du DIS.
Exploitation et entretien de 2 stations d'épuration appartenant à l'ONU, dans 2 sites	Oui	
Exploitation et entretien de 4 stations de traitement des eaux usées appartenant à l'ONU, dans 2 sites	Oui	
Exploitation et entretien de 58 groupes électrogènes appartenant à l'ONU, dans 54 sites	163	Groupe électrogènes appartenant à l'ONU ont été entretenus.
	74	Sites Le nombre plus élevé que prévu de groupes électrogènes déployés s'explique par la nécessité de disposer d'équipements de remplacement en cas de pannes.
Supervision de 19 projets de forage de puits, dans 19 sites	Non	Les projets n'ont pas été exécutés car le sous-traitant recruté n'a pas pu commencer les travaux.
Entretien de 33 puits, dans 23 sites	Non	La construction d'aucun puits n'a été achevée.
Démantèlement de 7 camps, dans 7 sites : Bahai, Guéréda, Iriba, Koukou, Birao, Farchana et Goz Beida	2	Camps ont été démantelés.
	5	Camps ont été rétrocédés aux autorités nationales.
Entretien de 7 terrains d'aviation et aires d'atterrissage d'hélicoptères, dans 6 sites	6	Terrains d'aviation et aires d'atterrissage d'hélicoptères ont été entretenus. Le site de Farchana n'a pas été entretenu, faute de matériel de génie lourd.
Transports terrestres		
Utilisation et entretien de 963 véhicules appartenant à l'ONU, dont 11 véhicules blindés, au moyen d'un atelier dans 6 sites	Oui	963 véhicules appartenant à la MINURCAT ont été entretenus dans 6 ateliers.
Fourniture de carburants et de lubrifiants pour 963 véhicules appartenant à l'ONU et 1 019 véhicules appartenant aux contingents	Oui	
Exploitation d'un service de navette fonctionnant 7 jours sur 7	Oui	Des services de navette pour le personnel recruté sur les plans international et national étaient disponibles régulièrement, du lundi au vendredi, et des services de navette spéciaux étaient offerts les samedis et dimanches au personnel recruté sur le plan international.

Transports aériens

Exploitation et maintenance de 10 avions et 15 hélicoptères, dans 6 sites principaux, utilisant plus de 150 aires d'atterrissage certifiées

- 10 Avions, dont 1 à Entebbe et 1 autre prêté par la MONUSCO, ont été exploités et entretenus.
- 15 Hélicoptères ont été exploités et entretenus.
- 236 Aires et pistes d'atterrissage ont été désaffectées.

Le nombre de sites plus élevé que prévu s'explique par la nécessité d'aménager les aires d'atterrissage des hélicoptères le long des itinéraires utilisés pour les patrouilles au sol ou pour le transport de contingents et de matériel des Nations Unies pendant les phases de retrait et de liquidation de la Mission.

Pendant la phase de retrait, entre juillet et décembre 2010, 5 avions et 12 hélicoptères ont été retirés et 236 aires d'atterrissage et pistes ont été désaffectées.

Fourniture de carburants et de lubrifiants pour 10 avions et 15 hélicoptères

Oui

Communications

Services d'appui et de maintenance concernant un réseau satellitaire composé de 17 microterminaux VSAT, 20 centraux téléphoniques et 6 liaisons hertziennes, utilisés pour la transmission de communications vocales, de télécopies, d'images vidéo et de données

Services d'appui et de maintenance pour :

- 14 Microterminaux VSAT
- 18 Centraux téléphoniques
- 6 Liaisons hertziennes

Le nombre moins élevé que prévu de microterminaux VSAT et de centraux téléphoniques s'explique par l'installation, dans le camp de la MINURCAT à Abéché, d'une antenne de 4,9 m en remplacement de 3 microterminaux VSAT. En outre, le regroupement du personnel d'appui au camp d'Abéché a rendu inutile l'installation de 2 centraux téléphoniques.

Services d'appui et de maintenance pour 496 stations fixes (HF)/radios mobiles, 2 087 radios VHF et 50 répéteurs associés

Services d'appui et de maintenance pour :

- 482 Stations fixes (HF)/radios mobiles
- 2 072 Radios VHF
- 44 Répéteurs

Le nombre moins élevé que prévu de répéteurs et de radios HF et VHF s'explique par le fait que les effectifs des antennes de la zone de mission n'étaient pas au complet, en raison du démantèlement des sites de Bahai et de Guéréda.

Amélioration, renforcement, reconfiguration et transfert de 20 répéteurs VHF, 20 répéteurs de stations fixes et 20 stations fixes à haute fréquence pour permettre au DIS, aux autres entités régionales tchadiennes chargées de la sécurité et aux organismes des Nations Unies de communiquer de manière continue

Démantèlement et désactivation des services et préparer le matériel, le cas échéant, aux fins de la liquidation, pour chacun des 7 camps devant être fermés pendant la période couverte par le mandat

Informatique

Services d'appui et de maintenance pour 50 serveurs, 1 600 ordinateurs de bureau, 433 ordinateurs portables, 300 imprimantes et 90 expéditeurs numériques dans 21 sites

Services d'appui et de maintenance pour les réseaux locaux et les réseaux étendus, destinés à 1 181 utilisateurs (356 agents recrutés sur le plan international, 550 agents recrutés sur le plan national, 119 Volontaires des Nations Unies, 16 agents fournis par des gouvernements, 24 observateurs militaires et 116 membres de la Police des Nations Unies) dans 21 sites

Services d'appui et de maintenance pour 2 réseaux sans fil, l'un à N'Djamena et l'autre à Abéché

Désinstallation et désactivation des services et préparation du matériel en vue de sa liquidation, selon que de besoin, dans chacun des 7 camps qu'il est prévu de fermer pendant la période couverte par le mandat

Reconfiguration et transfert de :

- 6 Répéteurs VHF
- 6 Répéteurs de stations fixes
- 20 Stations fixes à haute fréquence

Le nombre moins élevé que prévu de répéteurs VHF et répéteurs de stations fixes s'explique par la diminution du nombre de commissariats de police et la fermeture d'antennes de la zone de mission.

- 2 Camps ont été démantelés.
- 5 Camps ont été rétrocédés au Gouvernement tchadien.

Services d'appui et de maintenance pour :

- 44 Serveurs
- 1 500 Ordinateurs de bureau
- 401 Ordinateurs portables
- 275 Imprimantes
- 78 Expéditeurs numériques
- 8 Sites

Le nombre moins élevé que prévu d'appareils et de sites s'explique par la fermeture rapide d'antennes de la zone de mission.

Oui Des services d'appui et de maintenance ont été fournis pour les réseaux locaux et les réseaux étendus destinés à 1 211 utilisateurs en moyenne (355 agents recrutés sur le plan international, 579 agents recrutés sur le plan national, 140 Volontaires des Nations Unies, 14 agents fournis par des gouvernements, 19 observateurs militaires et 104 membres de la Police des Nations Unies) dans 21 sites.

Oui

- 2 Camps ont été démantelés.
- 5 Camps ont été rétrocédés au Gouvernement tchadien.

Santé

Exploitation et entretien de 4 dispensaires de niveau 1 appartenant à l'ONU (N'Djamena, Iriba, Farchana, Goz Beida), 1 dispensaire de niveau 1 appartenant à l'ONU, doté de moyens chirurgicaux (à Abéché), 6 dispensaires de niveau 1 appartenant aux contingents, 1 dispensaire de niveau 1 appartenant aux contingents doté de moyens chirurgicaux, ainsi que 3 postes de premiers secours de l'ONU répartis dans 9 sites, à l'intention de tout le personnel de la Mission, du personnel d'autres organismes des Nations Unies et de la population civile locale, en cas d'urgence

Oui

Soins d'urgence dispensés 24 heures sur 24

Oui

Gestion des arrangements concernant les évacuations par voies terrestre et aérienne, pour l'ensemble du personnel de la MINURCAT, y compris vers des établissements médicaux agréés de niveau 3 ou 4

Oui

Facilitation et coordination de 25 évacuations médicales pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010, hospitalisation de 36 personnes sur une période de 6 mois, consultations de spécialistes pour 40 cas, services de laboratoire et de radiologie spécialisés (20) pour le personnel de la Mission

Oui

Utilisation et entretien de centres offrant au personnel de la Mission des services facultatifs et confidentiels de dépistage du VIH et des conseils en la matière

501 Personnes, à la Mission ou parmi la population locale, ont bénéficié de services facultatifs et confidentiels de dépistage et de conseils.

Sécurité

Fourniture de services de sécurité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, pour tous les secteurs de la Mission

Oui

Service de protection rapprochée, 24 heures sur 24, pour les hauts responsables de la Mission et les personnalités de passage

Oui

Évaluations des conditions de sécurité dans tous les sites de la Mission, y compris pour 120 résidences

Oui

Organisation de 2 réunions d'information sur la sécurité et les plans d'urgence, à l'intention de l'ensemble du personnel de la Mission

Oui Des présentations bihebdomadaires sur la sécurité ont été organisées, et des annonces sur la question ont été publiées toutes les semaines. Le plan de sécurité de pays a été élaboré et communiqué à l'Équipe de coordination du dispositif de sécurité en vue de le distribuer au personnel.

Composante 3 : appui (période de liquidation)

31. Comme indiqué dans les cadres ci-après, les services requis dans les domaines de l'administration, de la logistique et de la sécurité ont été fournis à un effectif moyen de 284 fonctionnaires civils pendant la période de liquidation allant du 1^{er} janvier au 30 avril 2011.

32. La Mission a concentré ses activités sur la fermeture et le démantèlement de ses installations et la liquidation de ses actifs et fourni un appui au personnel, à la cessation de service et pour son rapatriement. Les services fournis portaient sur tous les domaines – démantèlement et remise en état des installations, liquidation totale des actifs, administration du personnel, entretien de bureaux et locaux d'hébergement, informatique et communications, opérations de transport aérien et terrestre, opérations d'approvisionnement et fourniture de services de sécurité pour l'ensemble de la Mission.

Réalisation escomptée 4.1 : Liquidation effective de la Mission

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Achèvement de 19 projets de forage de puits (2010/11 : 100 %)	Bien que le contrat ait été accordé et 4 puits communautaires achevés, les travaux de construction de 15 puits concernant le DIS n'avaient pas commencé.
Délivrance d'attestations de rétrocession ou de reprise des installations aux propriétaires fonciers, exonérant la MINURCAT de toute responsabilité en matière d'environnement ou autre, sur tous les sites (2010/11 : 100 %)	Objectif atteint. Toutes les bases avancées et tous les camps ont été rétrocédés au service du Gouvernement tchadien par lui désigné, avec un résultat pleinement satisfaisant.
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i> <i>Observations</i>

Militaires, personnel de police et personnel civil

Administration d'un effectif moyen de 118 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 152 agents recrutés sur le plan national et 32 Volontaires des Nations Unies	Effectif moyen administré :
	94 Fonctionnaires recrutés sur le plan international
	Le chiffre moins élevé que prévu s'explique par le fait que le retrait des fonctionnaires recrutés sur le plan international a été plus rapide que prévu.
	155 Agents recrutés sur le plan national
	Le chiffre plus élevé que prévu s'explique par le fait que le retrait des fonctionnaires recrutés sur le plan national a été moins rapide que prévu.
	35 Volontaires des Nations Unies

Rapatriement de 185 fonctionnaires recrutés sur le plan international et de 50 Volontaires des Nations Unies, et cessation de service pour 243 agents recrutés sur le plan national

Installations et infrastructures

Entretien et réparation de 1 villa du DIS, 2 camps, 6 commissariats de police, 13 postes de police, 2 ateliers/entrepôts dans 22 sites

Supervision des services d'assainissement et d'entretien dans 22 sites, y compris traitement des eaux usées, nettoyage, entretien des périmètres, désinfection et lutte antivectorielle, ramassage et élimination des ordures, élimination des déchets dangereux, élimination des déchets médicaux, entretien et réparation des bâtiments et installations, entretien et réparation des ateliers, blanchissage et prévention des incendies

Entretien de 33 puits dans 22 sites

Entretien de 6 terrains d'aviation et aires d'atterrissage d'hélicoptères dans 6 sites

Transports terrestres

Utilisation et entretien des véhicules affectés à l'équipe de liquidation après la réduction des effectifs, au moyen de 1 atelier dans 6 sites

Le chiffre plus élevé que prévu s'explique par le fait que le retrait des Volontaires des Nations Unies a été moins rapide que prévu.

- 277 Fonctionnaires recrutés sur le plan international ont été rapatriés.
- 123 Volontaires des Nations Unies ont été rapatriés.
- 497 Agents recrutés sur le plan national ont cessé leur service.

Locaux entretenus et réparés :

- 1 Villa du DIS
- 2 Camps
- 2 Ateliers/entrepôts
- 2 Sites. La construction de six commissariats et de 13 postes de police n'a pas été menée à bien par le sous-traitant.
- Non Des services d'assainissement et d'entretien ont été fournis dans 3 locaux de 2 sites. Tous les autres locaux avaient été rétrocédés, au 31 décembre 2010, au Gouvernement tchadien et à leurs propriétaires.

Le nombre de sites plus faible que prévu s'explique par le fait que certains des commissariats et postes de police n'ont pas été construits.

- 18 Puits ont été rétrocédés au Gouvernement tchadien, en même temps que les locaux.
- 4 Sites.

Le nombre moins élevé que prévu de puits et de sites s'explique par le fait que 15 puits n'ont pas été construits à des postes et commissariats de police.

- 5 Terrains d'aviation et aires d'atterrissage d'hélicoptères ont été entretenus.
- 5 Sites. Le terrain d'aviation de Birao, en République centrafricaine, était fermé au 31 décembre 2010.

Oui

Exploitation d'un service de navette fonctionnant 7 jours sur 7	Oui
Formation de 50 agents du DIS comme chauffeurs et de 25 comme mécaniciens par les agents recrutés sur le plan national faisant partie de l'équipe de liquidation	Oui
Transports aériens	
Utilisation et maintenance de 3 avions et de 3 hélicoptères dans 2 sites majeurs utilisant plus de 150 aires d'atterrissage certifiées	<p>4 Utilisation et maintenance de 4 avions jusqu'au 28 février et de 2 avions jusqu'au 30 avril 2010</p> <p>2 Utilisation et maintenance de 2 hélicoptères</p> <p>2 Sites majeurs</p> <p>150 Aires d'atterrissage certifiées</p>
Fourniture de carburant et de lubrifiants pour 3 avions et 3 hélicoptères	Oui Tous les aéronefs ont été approvisionnés en carburant.
Communications	
Services d'appui et de maintenance concernant un réseau satellitaire composé de 8 terminaux à très petite ouverture, 10 centraux téléphoniques et 6 liaisons hertziennes, utilisé pour la transmission de communications vocales, de télécopies, d'images vidéo et de données	Oui
Services d'appui et de maintenance de 45 stations fixes/radios mobiles à haute fréquence, 625 radios à très haute fréquence et 12 répéteurs associés	Oui
Informatique	
Services d'appui et de maintenance pour 25 serveurs, 348 ordinateurs de bureau, 97 ordinateurs portables, 97 imprimantes et 45 expéditeurs numériques dans 2 sites	Oui
Services d'appui et de maintenance pour les réseaux locaux et les réseaux étendus, destinés à 478 utilisateurs dans deux sites	Oui Un appui a été fourni aux utilisateurs dans 2 sites.
Services d'appui et de maintenance pour 2 réseaux sans fil, l'un à N'Djamena, l'autre à Abéché	Oui
Santé	
Exploitation et entretien de 1 dispensaire de niveau 1 appartenant à l'ONU (N'Djamena), 1 dispensaire de niveau 1 appartenant à l'ONU doté de capacités chirurgicales (Abéché), pour la fourniture de soins médicaux au personnel de la MINURCAT et au personnel des autres organismes	Oui

des Nations Unies, ainsi qu'à la population locale civile en cas d'urgence

Fourniture de soins d'urgence 24 heures sur 24 au personnel de la MINURCAT Oui

Gestion pour toute la zone de la Mission des arrangements concernant les évacuations par voies terrestre et aérienne pour l'ensemble du personnel de la MINURCAT, y compris vers des établissements médicaux agréés de niveaux 3 et 4 Oui

Utilisation et entretien de centres offrant à l'ensemble du personnel de la Mission des services facultatifs et confidentiels de dépistage du VIH et des conseils en la matière Oui

Sécurité

Fourniture de services de sécurité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, pour tous les sites, assurés par les services de sécurité des Nations Unies et des sociétés privées Oui

Service de protection rapprochée 24 heures sur 24 pour les hauts responsables de la Mission et les personnalités de passage Oui

Évaluations des conditions de sécurité dans tous les sites de la Mission, y compris pour 10 résidences Oui

Organisation de 2 réunions d'information sur la sécurité et les plans d'urgence, à l'intention de l'ensemble du personnel de la Mission Oui

Liquidation

Cession de 23 289 éléments d'actifs d'une valeur d'inventaire d'environ 148 millions de dollars au moyen de transferts à la Base de soutien logistique des Nations Unies, à Brindisi (Italie) et à d'autres missions de maintien et de consolidation de la paix, et de liquidations commerciales par la vente ou la destruction des articles inutilisables Oui Au 30 avril 2011, 24 148 pièces de matériel durable d'une valeur d'inventaire de 149 millions de dollars avaient été liquidées conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU, moyennant cession à d'autres missions, dons, ventes commerciales, passation par pertes et profits ou destruction.

Démantèlement de 2 camps dans 2 sites 2 Camps ont été démantelés dans 2 sites.

Rapprochement, audit et clôture de 2 comptes bancaires Oui Le rapprochement des comptes bancaires a été bouclé et les comptes ont été clos.

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	770,6	651,1	119,5	15,5
Contingents	45 758,3	48 871,8	(3 113,5)	(6,8)
Police des Nations Unies	4 096,4	4 498,5	(402,1)	(9,8)
Unités de police constituées	—	—	—	—
Total partiel	50 625,3	54 021,4	(3 396,1)	(6,7)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	32 544,2	45 779,1	(13 234,9)	(40,7)
Personnel recruté sur le plan national	7 408,3	8 413,5	(1 005,2)	(13,6)
Volontaires des Nations Unies	4 740,5	5 122,3	(381,8)	(8,1)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	55,2	284,5	(229,3)	(415,4)
Total partiel	44 748,2	59 599,4	(14 851,2)	(33,2)
Dépenses opérationnelles				
Personnel fourni par des gouvernements	613,0	518,9	94,1	15,4
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	217,4	78,6	138,8	63,8
Voyages	969,4	2 104,6	(1 135,2)	(117,1)
Installations et infrastructures	54 759,1	49 229,4	5 529,7	10,1
Transports terrestres	6 274,3	1 795,9	4 478,4	71,4
Transports aériens	59 450,4	50 873,0	8 577,4	14,4
Transports maritimes ou fluviaux	—	—	—	—
Communications	3 250,2	3 502,3	(252,1)	(7,8)
Informatique	1 631,5	2 008,2	(376,7)	(23,1)
Santé	1 534,9	690,4	844,5	55,0
Matériel spécial	421,9	242,4	179,5	42,5
Fournitures, services et matériel divers	14 351,0	11 436,0	2 915,0	20,3
Projets à effet rapide	250,0	151,8	98,2	39,3
Total partiel	143 723,1	122 631,5	21 091,6	14,7
Total brut	239 096,6	236 252,3	2 844,3	1,2
Recettes provenant des contributions du personnel ^a	4 467,0	5 798,8	(1 331,8)	(29,8)
Total net	234 629,6	230 453,5	4 176,1	1,8
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	239 096,6	236 252,3	2 844,3	1,2

^a Inclut le montant de 2 737 000 dollars déjà déduit du montant réparti entre les États Membres en application de la résolution 64/286 de l'Assemblée générale. En conséquence, le montant des recettes additionnelles provenant des contributions du personnel pour l'exercice 2010/11 s'élève à 3 061 800 dollars.

B. Renseignements récapitulatifs sur les réaffectations de ressources

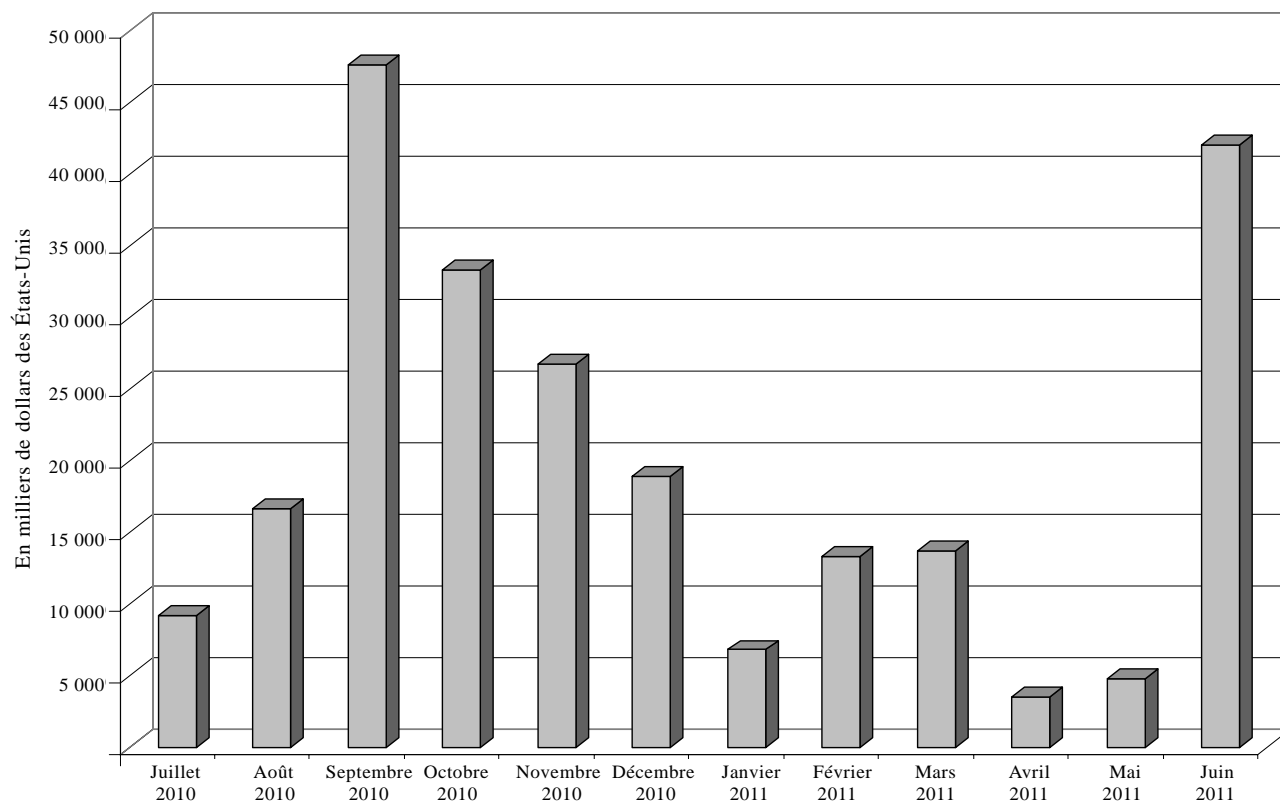
(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Crédits ouverts		
	Allocation initiale	Réaffectation	Allocation révisée
I. Militaires et personnel de police	50 625,3	3 817,0	54 442,3
II. Personnel civil	44 748,2	14 999,0	59 747,2
III. Dépenses opérationnelles	143 723,1	(18 816,0)	124 907,1
Total	239 096,6	–	239 096,6
Pourcentage du montant de la réaffectation par rapport au montant total des crédits ouverts			7,9

33. Les réaffectations de ressources intervenues durant la période considérée étaient destinées à couvrir les coûts de fret du matériel appartenant aux contingents rapatriés à la suite de la cessation d'activité de la Mission, ainsi que les dépenses supplémentaires inscrites aux rubriques Personnel recruté sur le plan national et Personnel recruté sur le plan international.

C. Répartition mensuelle des dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



34. La hausse des dépenses intervenue en septembre 2010 s'explique par la comptabilisation des obligations au titre du remboursement aux États fournisseurs de contingents, sommes correspondant aux services rendus et au matériel utilisé par ceux-ci ainsi que les frais de location et d'exploitation de la flotte aérienne de la Mission. L'augmentation des dépenses pour le mois de juin 2011 s'explique par la comptabilisation d'engagements au titre des services de construction (rubrique Installations et infrastructures) prévus aux fins de l'exécution des projets de construction d'infrastructures du DIS, du rapatriement des contingents et de leur matériel, et du règlement des factures des vendeurs, notamment les frais d'expédition des actifs de la Mission.

D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	3 876,4
Recettes diverses ou accessoires	11 675,3
Contributions volontaires en espèces	—
Ajustements sur exercices antérieurs	(40,4)
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	31 033,5
Total	46 544,8

E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Contingents	3 309,6
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	1 818,9
Transmissions	735,8
Services médicaux	269,9
Matériel spécial	242,4
Total partiel	3 067,0
Total	6 376,6

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	2,4	1 ^{er} janvier 2010	–
Usage opérationnel intensif	3,0	1 ^{er} janvier 2010	–
Acte d'hostilité ou abandon forcé	3,4	1 ^{er} janvier 2010	–
B. Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport	–		

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	119,5	15,5 %

35. L'existence d'un solde inutilisé tient essentiellement : a) à la diminution des sommes versées au titre de l'indemnité de subsistance qui s'explique par le rapatriement plus rapide que prévu des officiers de liaison militaire; et b) au fait que les frais de rapatriement ont été moins élevés que prévu (1 280 dollars en moyenne pour un billet d'avion simple, contre 2 500 dollars prévus dans le budget).

	<i>Écart</i>	
Contingents	(3 113,5)	(6,8 %)

36. Le dépassement de crédits s'explique essentiellement par le fait que les dépenses ont été plus élevées que prévu au titre : a) du fret, en raison du coût plus élevé que prévu du rapatriement du matériel appartenant aux contingents et du fait que les dépenses de fret pour l'exercice 2009/10 ont été comptabilisées en 2010/11; b) des rapatriements, où l'augmentation s'explique par le fait que le nombre de membres du contingent effectivement rapatriés (2 414) et le coût effectif de leurs billets d'avion (1 617 dollars) ont été plus élevés que prévu au budget (dans lequel le total des rapatriements attendus était estimé à 2 404 et le prix des billets d'avion à 1 203 dollars) et que 87 officiers d'état-major de la force ont dû être rapatriés alors qu'aucun crédit à cet effet n'avait été inscrit au budget; et c) de l'indemnité journalière de subsistance dont le montant après 30 jours s'élevait à 252 dollars par personne alors qu'il n'était que de 170 dollars à la rubrique correspondante du budget. Ce dépassement a été partiellement compensé par les économies réalisées au titre du remboursement au taux standard du coût des contingents, des indemnités de permission et des rations, en raison du rapatriement plus rapide que prévu des contingents, et du matériel majeur leur appartenant, du fait que certaines unités ne se conformaient pas aux normes de l'Organisation. Par ailleurs, aucune demande d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité n'a été reçue pour l'exercice.

	<i>Écart</i>	
Police des Nations Unies	(402,1)	(9,8 %)

37. L'écart s'explique principalement par le fait que les dépenses ont été plus élevées que prévu au titre : a) de l'indemnité journalière de subsistance qui, après une période 30 jours, s'élevait à 252 dollars par personne alors que le montant correspondant inscrit au budget était de 170 dollars; b) des frais de rapatriement, du fait que le nombre de policiers effectivement rapatriés (186) pour un coût moyen de 2 485 dollars (prix d'un aller simple en avion) a été supérieur à celui qui était prévu au budget (164, pour un coût moyen estimé à 2 500 dollars); et c) des rations, du fait que les prix de l'eau en bouteille et des réserves de ration ont été plus élevés que prévu.

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent au moins ± 5 % ou 100 000 dollars.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(13 234,9)	(40,7 %)

38. Le dépassement de crédits s'explique essentiellement par les montants plus importants que prévu : a) des dépenses au titre des traitements du personnel recruté sur le plan international et des dépenses connexes, les crédits budgétaires demandés pour la catégorie des agents du Service mobile ayant été calculé sur la base du barème des traitements de l'exercice 2009/10 et non pas de celui de l'exercice 2010/11 qui était plus élevé; b) des indemnités de licenciement versées; c) des primes de réinstallation versées au personnel transféré à l'intérieur de la zone de mission; et d) des indemnités de subsistance (missions) versées au titre des prestations auxquelles ont droit les agents du Service mobile. Ce dépassement a été en partie compensé par le fait que les dépenses au titre de la prime de risque ont été inférieures aux prévisions, ou que les membres de la Mission qui ont été réaffectés à N'Djamena ont cessé d'y avoir droit.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(1 005,2)	(13,6 %)

39. Le dépassement de crédits est essentiellement imputable aux facteurs suivants : a) le rythme auquel s'est opérée la cessation de service du personnel recruté sur le plan national (dont les effectifs ont atteint en moyenne 409 alors que le budget n'en prévoyait que 388), qui a été plus lent que prévu; b) le reclassement de postes d'agent recruté sur le plan national qui s'est traduit par le versement de rappels à 156 agents dont les postes ont été classés à un niveau supérieur, suite à l'examen complet des postes nécessaires et des qualifications de leurs titulaires effectué par la Mission; et c) le coût des heures supplémentaires payées au personnel d'appui essentiel qui a été plus élevé que prévu en raison de la lourde charge de travail associée à la liquidation de la Mission.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	(381,8)	(8,1 %)

40. L'écart est dû au fait que le nombre moyen de Volontaires des Nations Unies effectivement déployés (98) a été supérieur à celui qui avait été prévu dans le budget (83).

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(229,3)	(415,4 %)

41. L'écart tient essentiellement au fait que tout au long de la phase de liquidation administrative de la MINURCAT, qui s'est achevée le 30 avril 2011, la Mission comptait trois postes de personnel temporaire (autre que pour les réunions) recruté sur le plan international, alors qu'un seul était prévu dans le budget courant jusqu'à l'achèvement du mandat de la Mission, le 31 décembre 2010.

	<i>Écart</i>	
Personnel fourni par des gouvernements	94,1	15,4 %

42. L'existence d'un solde inutilisé à cette rubrique s'explique par la réduction plus rapide que prévu de l'effectif des surveillants de l'administration pénitentiaire, dont le nombre s'est élevé en moyenne à 14, contre 18 prévus au budget.

	<i>Écart</i>	
Consultants	138,8	63,8 %

43. L'existence d'un solde inutilisé tient principalement au fait qu'un seul seulement des sept spécialistes de la formation dont le recrutement avait été prévu en vue du développement du centre de formation professionnelle a effectivement été recruté et qu'au lieu de faire appel à d'autres consultants spécialisés dans d'autres domaines, la Mission a préféré faire appel à son propre personnel.

	<i>Écart</i>	
Voyages	(1 135,2)	(117,1 %)

44. Le dépassement de crédits tient essentiellement au fait que les dépenses au titre des voyages ne relevant pas de la formation ont été supérieures aux prévisions, en raison de l'augmentation du nombre de déplacements effectués par le personnel dans la zone de la mission, suite à la multiplication des activités liées au retrait et à la liquidation de la Mission, ainsi qu'à celui des déplacements de membres du personnel d'autres missions affectés temporairement à la MINURCAT. Ce dépassement a été partiellement compensé par le fait que les dépenses au titre des voyages effectués à des fins de formation ont été inférieures aux prévisions, les voyages entrepris à cette fin ayant été moins nombreux, car les personnes susceptibles d'être intéressées ont été réaffectées plus tôt que prévu.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	5 529,7	10,1 %

45. L'existence d'un solde inutilisé s'explique essentiellement par des dépenses moins élevées que prévu au titre : a) de l'achat de carburants et de lubrifiants; b) des services d'entretien, les installations utilisées par la Mission ayant été fermées et rétrocédées aux autorités nationales avant la date prévue; c) des services de sécurité, cette fonction ayant été assurée par des agents du DIS plutôt que par des vacataires; d) des pièces détachées et des fournitures ainsi que du matériel d'entretien et de défense des périmètres, en raison de l'utilisation des stocks existants; e) des installations en préfabriqué, en raison de la diminution des prix d'achat; et f) du soutien logistique autonome, certains contingents n'étant pas pleinement autosuffisants.

46. La sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par le fait que les dépenses ont été supérieures aux prévisions en ce qui concerne : a) les services de construction, les dépenses qui auraient dû être engagées durant l'exercice 2009/10 au titre de l'achèvement de certains projets d'infrastructure destinées à appuyer le

DIS ayant été reportées à l'exercice 2010/11; et b) le réaménagement et la rénovation des locaux, du fait que le coût de la remise en état des bâtiments a été plus élevé que prévu.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	4 478,4	71,4 %

47. L'économie réalisée est essentiellement imputable au fait que les véhicules sont retournés plus tôt que prévu dans les entrepôts de la MINURCAT, suite à la cessation de services, au rapatriement et à la réaffectation de personnel intervenus dans le cadre de la clôture et de la liquidation administrative de la Mission.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	8 577,4	14,4 %

48. L'existence d'un solde inutilisé tient essentiellement à la baisse : a) des coûts de location et d'exploitation de la flotte aérienne de la Mission, notamment les coûts du transport aérien et du carburant d'aviation, le retrait des aéronefs étant intervenu plus tôt que prévu; b) des droits d'atterrissage et de manutention au sol qui s'explique par le fait que les opérations aériennes menées dans la partie orientale de la zone de la Mission et pour lesquelles aucun droit de manutention au sol n'était exigé ont été plus importantes que prévu; et c) de l'indemnité de subsistance versée aux équipages d'avions due au fait que pour les vols effectués en dehors de la principale base d'opérations, la Mission a utilisé des avions de transport de passagers plus petits comportant des équipages réduits, alors qu'il était prévu qu'elle utiliserait des avions de taille moyenne.

	<i>Écart</i>	
Communications	(252,1)	(7,8 %)

49. Le dépassement de crédits est essentiellement imputable à des dépenses plus élevées que prévu au titre des communications commerciales et des pièces détachées, qui s'explique par la comptabilisation en 2010/11 des engagements afférents aux exercices antérieurs, et des services d'information utilisés pour informer le grand public de la clôture de la Mission, faire savoir aux fournisseurs que le mandat de la Mission avait pris fin, les informer de la vente de ses actifs et mener des activités de sensibilisation. Ces dépassements ont été partiellement compensés par des économies réalisées au titre du soutien logistique autonome des contingents, qui s'expliquent par le fait que certains contingents n'étaient pas complètement autonomes.

	<i>Écart</i>	
Informatique	(376,7)	(23,1 %)

50. Le dépassement de crédits tient au fait que les dépenses ont été plus élevées que prévu au titre : a) des services informatiques, en raison du retard pris dans la réduction du personnel recruté sur le plan national, qui avait besoin d'un appui

informatique; et b) de l'acquisition des pièces détachées nécessaires à la remise en état du matériel informatique avant que celui-ci ne soit transféré à d'autres missions.

	<i>Écart</i>	
Santé	844,5	55,0 %

51. L'économie réalisée s'explique par des dépenses moins élevées que prévu au titre des services médicaux et des fournitures médicales du fait de l'utilisation des stocks existants.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	179,5	42,5 %

52. L'économie réalisée s'explique par des dépenses moins élevées que prévu au titre du soutien logistique autonome, du fait que certains contingents n'étaient pas complètement autonomes.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	2 915,0	20,3 %

53. L'existence d'un solde inutilisé s'explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu au titre : a) du fret et autres frais connexes, les frais d'expédition des avoirs de la Mission hors du Tchad ayant été inférieures aux prévisions dans la mesure où les missions auxquelles ces avoirs étaient destinés les ont pris à leur charge; b) des services de détection des mines et de déminage, le contrat de déminage ayant été exécuté par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets pour un coût moins élevé que prévu; c) des rations, en raison de la diminution du nombre de rations distribuées aux équipages aériens dont les effectifs ont été réduits, la Mission ayant davantage utilisé des petits avions de transport de passagers que des appareils de taille moyenne; et d) des frais bancaires, en raison de la baisse du nombre de transactions bancaires due au fait que durant la phase de liquidation, les vendeurs ont été moins nombreux qu'auparavant. La sous-utilisation des crédits est en partie contrebalancée par des dépenses plus élevées que prévu occasionnées par : a) les pertes de change imputables aux fluctuations des taux de change du dollar des États Unis et d'autres monnaies; et b) l'augmentation des dépenses au titre du matériel divers dont la Mission a eu besoin pour sécuriser et emballer les avoirs qui devaient être expédiés.

	<i>Écart</i>	
Projets à effet rapide	98,2	39,3 %

54. L'économie réalisée s'explique par le fait que 5 des 10 projets prévus n'ont pas été exécutés, en raison de la réaffectation plus rapide que prévu du personnel technique à d'autres missions.

V. Situation de trésorerie de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad au 30 juin 2011

55. Comme il apparaît dans le tableau ci-après, au 30 juin 2011, le solde de trésorerie du Compte spécial de la MINURCAT s'élevait à 168 008 000 dollars et le montant des liquidités requises pour faire face aux obligations de la Mission à 75 621 000 dollars. En conséquence, le montant net des liquidités disponibles pour restituer aux États Membres les sommes qui leur étaient dues se chiffrait à 92 387 000 dollars.

56. Comme il apparaît également dans le tableau 1 ci-après, le montant dû aux États Membres au titre de l'exercice ayant pris fin le 30 juin 2010 s'élevait à 163 413 900 dollars, dont un solde inutilisé de 149 947 800 dollars et des recettes diverses d'un montant de 13 466 100 dollars. L'Assemblée générale a décidé de reporter à sa soixante-sixième session la décision relative au solde inutilisé et aux recettes diverses ainsi qu'à la somme de 1 527 100 dollars correspondant à l'écart positif constaté par rapport au montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel (voir résolution 65/254 B).

57. Si l'on prend en compte le montant dû aux États Membres au titre de l'exercice 2009/10, soit 163 413 900 dollars, le montant des liquidités disponibles au 30 juin 2011, à savoir 92 387 000 dollars, ne permettrait pas de restituer intégralement les sommes dues, et le déficit de trésorerie du Compte spécial de la MINURCAT au 30 juin 2011 s'élèverait à 71 026 900. En conséquence, le Secrétaire général propose de porter l'excédent de trésorerie de 92 387 000 dollars disponible dans le Compte spécial de la Mission au 30 juin 2011 au crédit des États Membres pour rembourser en partie le solde inutilisé de 149 947 600 dollars qui leur est dû au titre de l'exercice 2009/10.

58. S'agissant de l'utilisation des sommes devant être portées au crédit des États Membres pour l'exercice 2010/11, l'Assemblée générale est priée de ramener le montant du crédit de 239 096 600 dollars qu'elle avait ouvert pour la Mission pour l'exercice 2009/10 dans sa résolution 65/254 A à 236 252 300 dollars, montant qui correspond aux dépenses engagées par la Mission pendant l'exercice, et d'utiliser un montant de 46 544 800 dollars correspondant aux autres recettes pour l'exercice 2010/11 pour réduire le déficit des contributions mises en recouvrement pour cet exercice, qui s'élève à 51 303 300 dollars, correspondant à la différence entre le montant réduit des crédits ouverts pour la Mission, soit 236 252 300 dollars, et le montant de 184 949 000 dollars déjà mis en recouvrement auprès des États Membres, en application de la résolution 64/286 [voir tableau 2 et sect. VI du présent rapport, par. 60 a), b) et c)].

Tableau 1
Situation de trésorerie au 30 juin 2011 : tableau récapitulatif
 (En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Description</i>	<i>Montant</i>
I. Encaisse	168 008,0
II. Liquidités requises pour régler les engagements	
Contributions ou paiements reçus d'avance	13 494,0
Sommes dues aux États Membres	4 300,0
Engagements non réglés, y compris pour des exercices antérieurs	50 180,0
Comptes créditeurs divers et autres éléments de passif	7 647,0
Total partiel	75 621,0
III. Montant net des liquidités disponibles (I moins II)	92 387,0
IV. Sommes à porter au crédit des États Membres pour l'exercice clos le 30 juin 2010 (résolution 65/254B)	
a) Solde inutilisé	149 947,8
b) Recettes diverses :	
Intérêts créditeurs	4 199,8
Recettes diverses ou accessoires	3 400,7
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	5 866,0
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	(0,4)
Total partiel, recettes diverses	13 466,1
Total des sommes à porter au crédit des États Membres à compter de l'exercice 2009/10 (a + b)	163 413,9
V. Déficit de trésorerie (III moins IV)	(71 026,9)
VI. Sommes à porter au crédit des États Membres à compter de l'exercice 2010/11	
Recettes diverses :	
Intérêts créditeurs	3 876,4
Recettes diverses ou accessoires	11 675,3
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	31 033,5
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	(40,4)
Total partiel	46 544,8
Montants à utiliser pour réduire le déficit total des contributions mises en recouvrement	(46 544,8)
Total	–
VII. Déficit de trésorerie (V moins VI)	(71 026,9)

Tableau 2
**Résumé des mesures proposées à l'Assemblée générale en ce qui concerne
 les mises en recouvrement pour l'exercice 2010/11**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Description</i>	<i>Montant</i>
I. Montants mis en recouvrement pour l'exercice 2010/11	
Crédit ouvert [voir sect. VI du présent rapport, par. 60 a)]	236 252,3
Sommes déjà mises en recouvrement (résolution 64/286)	(184 949,0)
Déficit des contributions mises en recouvrement	51 303,3
II. Affectation de montants dus aux États Membres pour l'exercice clos le 30 juin 2011 [voir chap. VI du présent rapport, par. 60 b)]	(46 544,8)
Solde des contributions mises en recouvrement (I + II)	4 758,5
III. Affectation partielle de montants dus aux États Membres pour l'exercice clos le 30 juin 2010 [voir sect. VI du présent rapport, par. 60 c)]	(4 758,5)
IV. Ouverture de crédits destinés au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et à la Base de soutien logistique des Nations Unies (résolution 64/286)	13 030,8
Montants déjà mis en recouvrement à ce titre (résolution 64/286)	(6 515,4)
Déficit des contributions mises en recouvrement	6 515,4
V. Affectation partielle de montants dus aux États Membres pour l'exercice clos le 30 juin 2010 [voir sect. VI du présent rapport, par. 60 d)]	(6 515,4)
Contributions supplémentaires à mettre en recouvrement (II + III) et (IV + V)	—

59. Par sa résolution 64/286, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir pour inscription au Compte spécial de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad, au titre de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011, un crédit de 13 030 800 dollars, dont 11 036 000 dollars destinés au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et 1 994 800 dollars destinés à la Base de soutien logistique des Nations Unies, à Brindisi (Italie). Le montant de 6 515 400 dollars, dont 5 518 000 dollars destinés au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et 997 400 dollars destinés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), soit la moitié des crédits ouverts, a été mis en recouvrement auprès des États Membres pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010, laissant un solde de contributions non mises en recouvrement de 6 515 400 dollars pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2011. L'Assemblée générale est priée d'affecter un montant de 6 515 400 dollars prélevé sur le solde inutilisé de l'exercice 2009/10 au solde du montant non mis en recouvrement au titre de l'exercice 2010/11 pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et la Base de soutien logistique des Nations Unies [voir tableau 2 et sect. VI du présent rapport, par. 60 d)].

VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

60. En ce qui concerne le financement de la MINURCAT, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Réduise de 2 844 300 dollars le crédit ouvert, dans la résolution 65/254 A de l'Assemblée générale, pour financer le fonctionnement et la liquidation administrative de la Mission au titre de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011, afin de le ramener de 239 096 600 dollars à 236 252 300 dollars, chiffre qui correspond au montant des dépenses engagées par la Mission pendant l'exercice;

b) Tenant compte du montant de 184 949 000 dollars précédemment mis en recouvrement pour la Mission au titre de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011, conformément à sa résolution 64/286, affecte au financement du déficit des contributions mises en recouvrement, soit 51 303 300 dollars, les autres recettes au titre de l'exercice clos le 30 juin 2011, soit 46 544 800 dollars correspondant aux intérêts créditeurs (3 876 400 dollars), aux recettes diverses ou accessoires (11 675 300 dollars) et à l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (31 033 500 dollars), déduction faite des ajustements sur exercices antérieurs (40 400 dollars);

c) Affecte un montant de 4 758 500 dollars prélevé sur le solde inutilisé de 149 947 800 dollars revenant aux États Membres au titre de l'exercice clos le 30 juin 2010, au solde du déficit du même montant des contributions mises en recouvrement pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011, ce montant représentant la différence entre le déficit des mises en recouvrement (51 303 300 dollars) et les autres recettes (46 544 800 dollars) enregistrées pendant l'exercice;

d) Affecte un montant de 6 515 400 dollars prélevé sur le solde inutilisé de 149 947 800 dollars revenant aux États Membres au titre de l'exercice clos le 30 juin 2010 au solde du même montant non mis en recouvrement au titre de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et à la Base de soutien logistique des Nations Unies;

e) Restitue aux États Membres un montant de 92 387 000 dollars correspondant au solde net de trésorerie dont la Mission disposait dans son compte spécial au 30 juin 2011 et qui provenait du solde inutilisé de 149 947 800 dollars revenant aux États Membres au titre de l'exercice clos le 30 juin 2010;

f) Reporte la décision à prendre sur l'affectation de 59 753 000 dollars comprenant le reliquat du solde non utilisé de 46 286 900 dollars et les autres recettes d'un montant de 13 466 100 dollars revenant aux États Membres au titre de l'exercice clos le 30 juin 2010, ainsi que les augmentations de 1 527 100 dollars et 3 061 800 dollars du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel, au titre des exercices clos les 30 juin 2010 et 2011, respectivement, jusqu'à l'examen par l'Assemblée générale du rapport final sur l'exécution du budget de la Mission.

VII. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale dans ses décisions 65/254 A et 65/254 B, et du Comité des commissaires aux comptes

A. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

(A/65/549)

<i>Demande</i>	<i>Suite donnée</i>
Le Comité prie instamment le Secrétaire général de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de réduire dans la mesure du possible les dépenses opérationnelles, compte tenu de la cessation d'activités prochaine de la Mission (par. 20).	Compte tenu de sa liquidation prochaine, la MINURCAT a renoncé au lancement de plusieurs projets de construction prévus au quartier général et aux bureaux locaux de la Mission, et elle a mis fin à des programmes majeurs d'acquisition ou de remplacement de matériel, à l'exception du matériel jugé essentiel. La Mission a également cessé de recruter du personnel civil à l'exception des personnes exigées à des postes clefs et de celles dont le recrutement est déjà en cours. Les activités relatives à la liquidation ayant commencé, les dépenses opérationnelles ont été affectées à leur exécution.
Dans le rapport qu'il a présenté au Conseil de sécurité sur la Mission (S/2010/409), le Secrétaire général a indiqué que celle-ci procédait, dans le but d'aider le Détachement intégré de sécurité (DIS), à la construction d'ouvrages, dont il était question au paragraphe 14 de la résolution 1923 (2010) du Conseil de sécurité. Ayant demandé des précisions à ce sujet, le Comité consultatif a appris que certains travaux de construction relatifs à 19 projets, forages de puits et activités de déminage du DIS se poursuivraient pendant la phase de liquidation.	La poursuite de ces projets s'inscrivait dans la stratégie de transfert des biens aux autorités et à l'équipe de pays des Nations Unies pour faire en sorte que les projets inachevés ne se traduisent, pour le DIS, par un coût irrécupérable sans aucune contrepartie et pour s'assurer que l'appui au DIS serait maintenu après le départ de la MINURCAT.
Le Comité recommande que des précisions sur l'utilité de ces projets et d'autres activités de fond qu'il est prévu de mener pendant la phase de liquidation soient données dans le cadre du rapport sur l'exécution du budget de l'exercice 2010/11 (par. 21).	Aucune autre activité de fond n'a été exécutée pendant la période de liquidation.
Au chapitre II de son rapport publié sous la cote A/63/5 (Vol. II), le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que la MINURCAT mène à bien les inventaires et s'acquitte des procédures de réception et d'inspection des stocks sans tarder. Ayant demandé des précisions à ce sujet, le Comité consultatif a appris que	La MINURCAT a intensifié ses efforts pour assurer un inventaire complet en suivant les orientations fournies par la Base de soutien logistique des Nations Unies et le Département de l'appui aux missions. Au moment de l'établissement du présent rapport, les registres d'inventaire étaient en cours d'achèvement sur la base

<i>Demande</i>	<i>Suite donnée</i>
la Mission faisait tout son possible pour mettre à jour ses registres d'inventaire.	de la cession effective des actifs, que ceux-ci aient été vendus, transférés ou cédés d'une autre manière.
Le Comité souligne la nécessité de tenir des registres d'inventaire fiables, compte tenu notamment de la liquidation prochaine de la Mission (par. 23).	

(A/65/743/Add.11)

<i>Demande</i>	<i>Suite donnée</i>
Le Comité consultatif a également été informé que le montant à rembourser au titre des contingents était de 494 600 dollars au 31 janvier 2011 et que celui dû au titre du matériel appartenant aux contingents était de 12 842 000 dollars. En ce qui concerne les indemnités payables en cas de décès ou d'invalidité, au 14 février 2011, une demande d'indemnisation avait donné lieu à un versement d'un montant total de 54 000 dollars depuis le début de la Mission. Il n'y avait aucune demande en instance de règlement à cette date.	Tous les pays ont été remboursés en totalité au titre des dépenses afférentes aux contingents qu'ils ont fournis, du matériel leur appartenant et du soutien autonome.
Le Comité consultatif compte que les montants dus au titre des contingents et du matériel appartenant aux contingents seront remboursés au plus vite (par. 12).	En ce qui concerne les indemnités payables en cas de décès ou d'invalidité, aucune demande n'a été faite ni n'est en attente de paiement.

B. Comité des commissaires aux comptes

[A/65/5 (Vol. II)]

<i>Demande</i>	<i>Suite donnée</i>
Le Comité recommande qu'à l'avenir, lorsque le Conseil de sécurité aura approuvé la terminaison du mandat d'une mission, l'Administration l'indique dans les états financiers et en estime le mieux possible l'incidence financière (par. 109).	Les conséquences financières de la terminaison du mandat de la Mission ont été prises en compte dans la formulation de son budget de liquidation. La cessation d'activité de la Mission n'a eu aucune incidence sur la valeur des biens, du passif et du solde du fonds de la MINURCAT au 30 juin 2011. L'annonce de la terminaison de son mandat a été faite dans la note a des états financiers de la MINURCAT en date du 30 juin 2011 (état XV).
Le Comité recommande que le Département de l'appui aux missions détermine quels sont les risques majeurs qui pèsent sur l'exécution du plan de retrait et de liquidation et réunisse des données y relatives. Ces informations devraient ensuite être soumises chaque semaine à la direction, pour examen (par. 112).	Une évaluation de la planification de la liquidation a été effectuée en novembre 2010 par une équipe constituée au sein du personnel du Département de l'appui aux missions. La Division du soutien logistique au sein du Département a organisé, au niveau de la direction, des vidéoconférences hebdomadaires avec la Mission pour évaluer la progression des opérations, les risques déterminés par le quartier général de la Mission

Demande

Suite donnée

et le Siège de New York, l'état d'avancement de la cession du matériel, du nettoyage et du transfert des installations aux autorités du pays hôte.

Des vidéoconférences bihebdomadaires ont également eu lieu entre la Division du personnel des missions du Département de l'appui aux missions, sa Division du budget des finances et la Mission pour évaluer la progression du retrait des ressources humaines, les questions financières et les questions relatives aux affectations du personnel et aux cessations de service. Sur la base de ces examens et évaluations, la Mission fournissait au Département des rapports hebdomadaires sur les opérations de liquidation, lui permettant ainsi de s'assurer que le nécessaire était fait pour répondre aux risques et aux problèmes posés.

Le Comité recommande que le Département de l'appui aux missions dresse soigneusement le bilan d'exécution des plans de retrait et de liquidation de la MINURCAT et un relevé des enseignements à en tirer. Les principaux acquis de l'expérience devraient être utilisés pour réviser les directives en matière de liquidation, s'il y a lieu, et pour établir des règles claires régissant l'élaboration et l'exécution d'un plan de retrait, afin de permettre aux missions en voie de clôture de poursuivre leurs activités de fond et de faciliter leur retrait en bon ordre (par. 119).

Recouvrement du coût des services aériens fournis à d'autres entités du système des Nations Unies

Les données fournies au Comité par la Section des transports aériens de la MINURCAT indiquaient que des services aériens d'une valeur d'environ 1,5 million de dollars avaient été fournis par cette mission à des organismes et autres entités des Nations Unies et que leur coût n'avait pas été recouvré. Le responsable des opérations aériennes a expliqué que le coût des vols n'était pas remboursé lorsque ceux-ci étaient approuvés par les hauts responsables de la Mission en tant que vols organisés par la MINURCAT conformément à son mandat. Des membres du Détachement intégré de sécurité avaient été acceptés comme passagers lorsque des places étaient disponibles. Le Comité avait cependant appris que le Groupe de la conformité technique de la Mission prenait des mesures pour recouvrer le coût des vols n'entrant pas dans cette catégorie et que des factures avaient été envoyées à sa section des finances et au Siège (par. 246).

En plus du Manuel de liquidation, qui contient des principes à suivre par les missions en cours de liquidation, des directives complémentaires ont été fournies à la Mission. Le Département de l'appui aux missions a donné suite aux recommandations issues des enseignements tirés en actualisant le Manuel qui, au moment de l'établissement du présent rapport, finissait d'être examiné pour être soumis à la signature.

Le Département de l'appui aux missions a donné suite à la recommandation relative au recouvrement du coût des services aériens. Il a recouvré en tout 1,2 million de dollars auprès d'autres missions et organismes des Nations Unies et de prestataires extérieurs. Au moment de l'établissement du présent rapport, le Département continuait de s'occuper des sommes restantes à recouvrer.

*Demande**Suite donnée*

Le Département de l'appui aux missions a approuvé la recommandation du Comité tendant à ce que le Groupe de la conformité technique de la MINURCAT assure le suivi de la créance de quelque 1,5 million de dollars correspondant aux services de transport aérien fournis à des missions, organismes et autres organes des Nations Unies pendant l'exercice 2009/10, dans le but d'en obtenir le remboursement complet (par. 247).
